



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8661^e séance

Mercredi 6 novembre 2019, à 15 heures
New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Allen/M. Clay	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Van Shalkwyk
	Allemagne	M. Schulz
	Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
	Chine	M. Zhang Jun
	Côte d'Ivoire	M. Moriko
	États-Unis d'Amérique	M. Barkin
	Fédération de Russie	M. Polyanskiy
	France	M ^{me} Gueguen
	Guinée équatoriale	M. Asumu Abeme
	Indonésie	M. Syihab
	Koweït	M. Almunayekh
	Pérou	M. Ugarelli
	Pologne	M ^{me} Wronecka
	République dominicaine	M. Singer Weisinger

Ordre du jour

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Chefs de la police civile

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Chefs de la police civile

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à faire des exposés, à participer à la présente séance : M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix; M^{me} Marie-Joseph Fitah-Kona, Conseillère du maire du troisième arrondissement de Bangui; M. Awalé Abdounasir, chef de la police civile de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo; M^{me} Mary Gahonzire, cheffe de la police civile de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei; et M. Issoufou Yacouba, chef de la police civile de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. Je les prie de bien vouloir excuser toute erreur de prononciation de ma part.

M^{me} Fitah-Kona participe à la séance par visioconférence depuis Bangui.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La présente séance a pour but d'être aussi interactive que possible, à l'image de la séance d'information qui a été consacrée à la question en novembre 2018 (voir S/PV.8393) et du dialogue que nous menons avec les commandants des différentes forces. Nous attendons avec intérêt les questions des membres du Conseil aux chefs de la police civile, et inversement. C'est pourquoi je vais demander à mes collègues du Conseil d'être particulièrement disciplinés et de limiter la longueur de leurs déclarations afin de donner plus de temps aux chefs de la police civile pour répondre. Je demanderais donc également à nos orateurs d'essayer d'être aussi brefs que possible.

Le ton sera donné par M. Jean-Pierre Lacroix, à qui je donne la parole.

M. Lacroix (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance d'information sur les priorités stratégiques de la composante Police des Nations Unies dans les opérations de paix. Je suis heureux d'être accompagné des chefs

de la police civile actuellement en poste à Abyei, en République démocratique du Congo et au Mali.

Cette séance d'information annuelle est l'occasion de réaffirmer le rôle essentiel que joue la police des Nations Unies dans les opérations de paix et de réfléchir à la façon dont nous pourrions mieux appuyer leur action vitale, de la prévention des conflits au maintien et à la consolidation de la paix.

En 2018, le Secrétaire général a lancé l'initiative Action pour le maintien de la paix, appelant toutes les parties prenantes à relever ensemble les défis du maintien de la paix et à renouveler leur engagement collectif. Je remercie tout un chacun – les pays fournisseurs d'effectifs de police et de contingents, les bailleurs de fonds, les membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité – de leur appui à cette initiative. Aujourd'hui, je mettrai l'accent sur certains des résultats que nous avons obtenus grâce aux efforts de renforcement du maintien de la paix, ainsi que sur les domaines où nous devons faire des progrès. Je tiens également à saluer les plans élaborés par les États Membres pour promouvoir l'initiative Action pour le maintien de la paix.

Si le nombre total de soldats de la paix a diminué ces dernières années en raison de la fermeture de certaines de nos missions qui ont achevé leur mandat, le rôle de la police dans le maintien de la paix va probablement s'accroître dans un avenir proche. En fait, nos missions sont de plus en plus confrontées à des défis que la police des Nations Unies est particulièrement à même de relever. Il s'agit notamment des difficultés à gérer de fortes concentrations de population, que ce soit dans les zones urbaines ou dans les camps de personnes déplacées, de la nécessité de contrer les nouveaux défis et menaces comme la criminalité organisée et le terrorisme international, et celle de renforcer les capacités nationales des États hôtes, en particulier en matière d'état de droit.

Je voudrais rendre hommage à nos hommes et à nos femmes dévoués qui servent au sein de la police des Nations Unies, tant au Siège que sur le terrain, dans des conditions souvent très difficiles et complexes.

Les partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec l'ensemble du système des Nations Unies, sont essentiels dans tous nos domaines d'activité, en particulier pour faciliter les transitions. Au Darfour, nous collaborons étroitement avec l'Union africaine pour planifier la transition et le retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au

Darfour (MINUAD), en vue de pérenniser les acquis et d'empêcher une rechute dans le conflit. La MINUAD et l'équipe de pays des Nations Unies ont inauguré une approche sans équivalent pour exécuter conjointement des activités relatives aux programmes dans quatre États, par le truchement d'équipes chargées de la liaison avec les États dans trois domaines clefs, à savoir l'état de droit, la durabilité des solutions, la résilience et les moyens de subsistance, et les droits de la personne. La police des Nations Unies joue un rôle critique dans l'exécution des activités attribuées aux équipes de liaison avec les États, en particulier au regard des efforts de la MINUAD pour renforcer les capacités en matière d'état de droit.

Au Mali, la composante Police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation contribue au renforcement de capacités nationales essentielles dans le domaine de l'état de droit et, dans ce cadre, a noué des partenariats avec d'autres parties prenantes, comme l'Union européenne.

La protection est une autre des fonctions clefs de la police des Nations Unies, en étroite coopération avec nos collègues civils et militaires. À Abyei, des comités de protection ont été créés pour pallier l'absence d'un service de police opérationnel. En raison de l'augmentation de la criminalité, la composante Police de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei a commencé à élargir la composition de ces comités, en particulier parmi les femmes. Au total, 172 membres de compagnies mixtes de protection, dont 18 femmes, ont reçu une formation de base de la police des Nations Unies pour assurer l'ordre public sur le marché commun d'Amiet. La commissaire Gahonzire informera le Conseil plus en détail sur le concept de comité de protection de la communauté.

Nos efforts pour améliorer les résultats sont guidés par les dispositions de la résolution 2436 (2018). Nous avons fait des progrès notables à cet égard, notamment en renforçant les évaluations internes, ce qui constitue un élément central du plan d'action visant à améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies. Depuis janvier 2018, nous avons effectué plus de 40 visites d'évaluation de la capacité opérationnelle. En nous donnant une vue complète des forces, capacités et limites, les évaluations des chefs de la police nous permettent, au cours de réunions mensuelles sur les résultats que je préside, de prendre des décisions de sélection plus éclairées. Le déploiement du système complet d'évaluation de la performance

dans cinq missions nous donne un tremplin à partir duquel nous pouvons évaluer les résultats d'ensemble de nos composantes, notamment ceux des composantes Police. Ce que nous constatons pour l'instant, c'est que ce système a renforcé l'unité de vues et la planification transversale des composantes, tout en améliorant la collecte de données.

Nous sommes également en train de revoir notre approche de la formation. Un nouveau cursus fondé sur le Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de toutes les activités de police des Nations Unies sur le terrain. Pour superviser ces efforts, la Division de la police a créé une équipe spéciale chargée de répondre aux besoins de nos policiers dans tous les domaines, depuis l'évaluation et la formation préalables au déploiement, jusqu'à leur prise en charge post-déploiement, en passant par les formations spécialisées et en cours de mission.

Augmenter le nombre de femmes soldats de la paix rendra le maintien de la paix plus efficace. À ce jour, nous avons atteint nos objectifs en ce qui concerne le pourcentage de femmes soldats de la paix déployées à titre individuel et dans le cadre d'unités constituées, soit 26,8 % et 10,9 % respectivement. Ces objectifs étant des niveaux de référence et non des plafonds, il reste encore du travail à faire. J'appelle donc les pays qui fournissent du personnel de police à redoubler d'efforts pour déployer davantage de femmes. J'en profite pour rendre hommage à la commandante Diouf, du Sénégal, qui est actuellement en poste auprès de la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et qui a reçu hier le prix de Policière des Nations Unies de l'année. Son dévouement et son engagement sont une source d'inspiration pour nous tous et, assurément, pour ses collègues policières, ainsi que pour les femmes vulnérables qu'elle aide au quotidien.

Nous savons tous que c'est l'ensemble du maintien de la paix des Nations Unies qui est compromis lorsque nos normes de conduite sont bafouées, et ce, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Il me plaît donc d'annoncer que le nombre de plaintes pour actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans le maintien de la paix est en recul constant, de 104 en 2016 à 55 en 2018. Il est impératif que nous ne relâchions pas notre vigilance, et nous comptons sur l'entière coopération de tous les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour

promouvoir notre objectif en appliquant notre politique de tolérance zéro.

Pour terminer, je dirai que, si beaucoup de progrès ont été réalisés grâce à l'initiative Action pour le maintien de la paix, qui vise à ce que le maintien de la paix, police des Nations Unies comprise, soit à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés, nous n'en sommes toujours qu'au début du parcours et nous ne pourrions pas y arriver seuls. Pour notre part, je m'engage à ce que nous redoublions d'efforts pour appuyer les processus politiques, améliorer nos résultats et rendre les missions de maintien de la paix plus fortes et plus sûres. En alignant nos rapports sur l'initiative Action pour le maintien de la paix, nous entendons fournir des informations plus claires et plus cohérentes afin de permettre à nos États Membres de prendre des décisions éclairées. La police des Nations Unies est pleinement attachée à contribuer à notre effort collectif visant à améliorer les résultats et les incidences des opérations de paix. Qu'il me soit permis de réaffirmer que nous savons gré aux États Membres de l'engagement constant dont ils font preuve dans tous les domaines visés par l'initiative, et en particulier de leur appui à la police des Nations Unies. Je suis certain que nous pouvons continuer de compter sur cet appui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lacroix de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Fitah-Kona.

M^{me} Fitah-Kona : Je suis Marie-Joseph Fitah-Kona, de la République centrafricaine. Je suis fière et très honorée de venir témoigner devant le Conseil de sécurité. Je remercie M. Luís Carrilho pour son invitation.

Je suis conseillère à la mairie du troisième arrondissement de Bangui. Le troisième arrondissement est considéré, à juste titre, comme le plus sensible de la ville, et peut-être même du pays. J'exerce aussi différentes fonctions au sein d'associations de cet arrondissement, notamment au profit des femmes, de la Croix-Rouge ou encore d'associations religieuses. Grâce à ces différentes fonctions, mais aussi comme habitante et citoyenne de Bangui, j'ai donc pu observer précisément l'évolution sécuritaire et humanitaire depuis de nombreuses années. Cette évolution est positive et l'action de la police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a été déterminante.

Pour mieux comprendre, je dois rappeler au Conseil la situation à Bangui il y a encore quelques années. Fin 2012 et début 2013, le pays était plongé dans un grand chaos et l'insécurité était totale. La MINUSCA est arrivée en septembre 2014 et, très rapidement, nous avons ressenti une amélioration dans Bangui, avec le travail des unités de police constituées. Grâce aux efforts de la MINUSCA, des progrès notables ont été observés rapidement : la libre circulation a repris dans l'arrondissement, avec la signature du pacte de non-agression en 2015; les écoles ont réouvert leurs portes; l'hôpital a réouvert, même si ses moyens restent limités; le commerce a repris; le commissariat a réouvert ses portes; le service public a repris progressivement; et les activités intercommunautaires ont repris.

En tant que femme et mère, je suis très reconnaissante pour le travail de communication et de sensibilisation qui est fait au sujet des violences faites aux femmes et des formes d'exploitation et d'abus sexuels. Il y a encore trop de victimes, parfois très jeunes, et c'est insupportable. L'impunité doit cesser.

Je profite de cette occasion pour remercier le Secrétaire général pour son action lors de sa visite au quartier PK5 en octobre 2017 : il a permis la réhabilitation du centre social. Ce centre social joue aujourd'hui un rôle très important pour renforcer la cohésion sociale et intercommunautaire.

D'autres projets actuels suscitent beaucoup d'espoir et ont été élaborés en étroite relation avec les élus locaux, dont je fais partie. Conformément aux souhaits de la population, depuis le 28 octobre, grâce à la police des Nations Unies, le commissariat du troisième arrondissement a réouvert ses portes pour l'accueil du public, et des policiers de la MINUSCA patrouillent, sur le principe de la police de proximité, dans le quartier, pour regagner progressivement la confiance de la population. Pour mener à bien ce projet, tous les acteurs ont pu s'asseoir autour d'une table et élaborer ce projet conjointement avec le support de la police des Nations Unies. C'est quelque chose qui n'était pas envisageable il y a encore peu de temps.

Les premiers pas de cette nouvelle équipe, incluant trois femmes, sont très prometteurs et des résultats très concrets sont déjà observés : le dialogue a repris entre représentants des divers groupes armés ou d'auto-défense; les diverses communautés religieuses cohabitent mieux et mènent même quelques activités conjointes. Cependant, quelques défis restent à relever dans le pays. La mise en œuvre des accords de paix n'est

pas aussi rapide que souhaitée. Beaucoup trop d'armes circulent en Centrafrique, et notamment à PK5.

En conclusion, je dis merci aux membres du Conseil pour leur soutien dans mon pays, mais je voudrais aussi leur dire combien il est important de poursuivre cette aide. L'équilibre est fragile et la population fonde beaucoup d'espoir sur la tenue de prochaines élections. Je sais que la police des Nations Unies travaille déjà sur ce projet et il faut se féliciter du recrutement de 1 000 policiers et gendarmes qui viendront prochainement renforcer nos effectifs pour sécuriser ces élections. Il ne faut pas nous abandonner, car la situation est encore beaucoup trop fragile. Je compte sur le soutien du Conseil pour nous aider à apporter une paix durable en Centrafrique. Aidez-nous s'il vous plaît pour que cette paix revienne totalement en Centrafrique. Aidez-nous, aidez-nous, aidez-nous!

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Fitah-Kona de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Abdounasir.

M. Abdounasir : À l'occasion de la quatorzième session de la Semaine de la police des Nations Unies, c'est un honneur pour moi de saisir cette occasion pour parler au Conseil de la primauté des solutions politiques dans les efforts de prévention et de lutte contre la criminalité organisée, devenue un fléau international qui menace la stabilité de beaucoup de pays à travers le monde, mettant en risque la paix et la sécurité mondiales.

Devant la souffrance des pays fragilisés, la communauté internationale s'est toujours mobilisée pour les soulager, en déployant des missions de maintien de la paix. À travers la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), les Nations Unies ont articulé leurs efforts pour assister la République démocratique du Congo à mieux lutter contre la criminalité organisée et l'activisme des groupes armés. La police de la MONUSCO a développé des stratégies de prévention et de lutte contre la criminalité organisée pour accompagner la Police nationale congolaise et les populations dans cette dynamique.

Le rôle des institutions nationales chargées de l'application de la loi est prépondérant dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les groupes armés et la criminalité organisée. Il faudra donc rechercher une volonté politique nationale et sous-régionale pertinente, avec un réseau régional de renseignement solide ainsi qu'un engagement international de lutte

contre la criminalité organisée. La dynamique des réseaux criminels étant complexe avec des liens transfrontaliers, la nécessité de traduire les auteurs en justice renforcerait certainement l'autorité de l'État pour améliorer la cohésion vers un progrès social. La bonne gouvernance étant une responsabilité collective, la primauté de l'état de droit demeure une condition préalable au développement des États fragilisés. Pour surmonter l'instabilité, la plupart des pays touchés ont développé une forte tendance à militariser la réponse, alors qu'il serait plus approprié de renforcer le système judiciaire par une chaîne pénale plus transparente et rigoureuse dans l'application des lois.

La primauté des actions politiques s'avère nécessaire pour un combat holistique efficace. La solution ultime réside non pas dans l'approche militaire qui a montré ses limites, mais plutôt dans la promotion de solutions politiques durables, la lutte contre la mauvaise gouvernance, puis la garantie d'un système de justice pénale opérationnel et accessible, sans exclure la nécessité d'accroître la transparence dans la gestion des affaires publiques. Je reste fortement convaincu que le renforcement des capacités opérationnelles de la Police nationale congolaise, assorti d'un plan conséquent de réforme du système de justice et pénitencier est un gage de bonne gouvernance pour une lutte efficace, tout en saluant l'inscription constante de la restauration de l'autorité de l'État par le renforcement de la chaîne pénale au chapitre des objectifs prioritaires dans les différents mandats du Conseil de sécurité.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Conseil au regard des efforts consentis pour la promotion et la consolidation de la paix des pays fragilisés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Abdounasir de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Gahonzire.

M^{me} Gahonzire (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de faire un exposé au Conseil.

L'Accord conclu en 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei prévoyait des arrangements administratifs temporaires pour la zone d'Abyei et le déploiement, par la suite, d'une Force de sécurité intérimaire pour Abyei. Les deux parties ont demandé à l'Union africaine et à l'ONU d'appuyer cet accord, ainsi que sa mise en

oeuvre. En conséquence, la résolution 1990 (2011) a créé la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). La police des Nations Unies (UNPOL) a été chargée de renforcer les capacités du Service de police d'Abyei, notamment en matière de formation de son personnel et en assurant la coordination avec ce Service dans le domaine du maintien de l'ordre.

Depuis la signature de l'Accord, les deux parties ont eu du mal à le mettre en œuvre car le Soudan du Sud n'accepte pas la création d'une administration conjointe ou de forces communes de sécurité à Abyei, et soutient que l'Accord a expiré après la période initiale de six mois. Ce n'est que le Soudan qui est favorable à la mise en place d'une administration conjointe à Abyei et à la création du Service de police d'Abyei. Peu de progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre d'autres engagements en suspens pris par les parties au titre de l'Accord du 20 juin 2011, notamment la création du Service de police d'Abyei, le déploiement d'autres membres de la police des Nations Unies au sein de la FISNUA et la délivrance de visas au personnel de la FISNUA.

Les retards dans la création du Service de police d'Abyei et d'autres institutions ont créé un vide profond en matière de maintien de l'ordre. En conséquence, une structure informelle dénommée « comités de protection communautaire » a été créée grâce à des efforts concertés de la police des Nations Unies et des chefs traditionnels ngok dinka. C'est pour cette raison que la résolution 2205 (2015) demande à la FISNUA de renforcer, dans la limite de ses capacités et ressources et en coordination étroite avec les communautés misseriya et ngok dinka, les capacités des comités de protection communautaire, afin de contribuer à la gestion des processus de maintien de l'ordre dans la zone d'Abyei. La police de la FISNUA travaille donc en étroite coopération avec les comités de protection communautaire et leur apporte son concours en menant des activités de police de base, en partageant ses locaux avec ces comités, en les guidant, en les encadrant et en leur donnant des conseils dans l'exercice de leurs fonctions.

Il est devenu nécessaire de renforcer la capacité opérationnelle et administrative des comités de protection communautaire. Au total, 30 comités ont été créés dans le centre et le sud de la zone d'Abyei, des régions essentiellement habitées par les Ngok Dinka. En outre, un comité mixte de protection a été mis en place au niveau du marché commun d'Amiet, et trois centres de détention qui leur sont rattachés ont été ouverts à

Abyei, au marché d'Amiet et à Agok. Toutefois, il n'y a toujours pas de structures des comités de protection communautaire dans le nord d'Abyei en raison des réserves exprimées par le Gouvernement soudanais.

La pérennisation de la paix est un objectif et un élément du processus visant à formuler une vision commune de la société sur la base de l'appropriation nationale, permettant aux acteurs locaux de faire entendre systématiquement leur voix et aux femmes et aux jeunes de jouer un rôle important. Dans le contexte de la zone d'Abyei, le rôle de la police des Nations Unies consiste à fournir un appui aux comités de protection communautaire, à améliorer et à promouvoir un environnement protecteur positif en Abyei, ainsi qu'à mener des campagnes d'information pour sensibiliser les communautés sur les effets de la criminalité et sur la prévention de la criminalité, en particulier la violence sexuelle et fondée sur le genre et les infractions graves et violentes. Les comités de protection communautaire et les comités mixtes de protection servent aussi de sources d'information pour les enquêtes sur tous les actes criminels. Les membres féminins des comités de protection de la population locale jouent un rôle crucial dans la pérennisation de la paix et de la sécurité à Abyei, en particulier grâce à leur participation et à leur appui dans le traitement de toutes les formes d'incidents de violence sexuelle et fondée sur le genre et des cas connexes.

L'appui de ces comités s'est encore renforcé. Leur recrutement est passé de 330 recrues en 2018 à 600 membres depuis le début de 2019, dont 89 femmes. La police des Nations Unies a pris l'initiative d'organiser les femmes en associations pour le nord et le sud. Des femmes des deux régions se sont rencontrées en octobre, et c'était remarquable.

La protection des civils est la responsabilité première de la FISNUA. Les comités de protection de la population locale, avec l'appui de la police des Nations Unies, ont joué un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie de protection des civils. Le mandat actuel permet de porter à 148 le nombre de membres du personnel de la police des Nations Unies, ce qui permet également leur déploiement dans d'autres bases d'opérations — 10 dans la zone de responsabilité, y compris 30 comités de protection de la population locale dans des zones sensibles.

D'après les évaluations de performances réalisées en mai, le comité mixte de protection dans le marché commun d'Amiet a obtenu d'excellents résultats en

matière de maintien de l'ordre public sur le marché et dans les zones environnantes. Les bonnes pratiques comprennent une stratégie de sécurité routière dans le cadre de laquelle les postes de contrôle des comités de protection de la population locale le long de la route entre Agok et Amiet ont contribué à réduire le nombre d'incidents liés à la circulation. Le comité mixte de protection est également chargé de la gestion du centre de détention du marché commun d'Amiet, y compris de la gestion des dossiers et du renvoi des suspects et des affaires devant les tribunaux traditionnels. Dans l'exercice de leurs fonctions sous le mentorat et avec les conseils de la police des Nations Unies, les comités de protection de la population locale et le comité mixte de protection agissent dans le respect des normes internationales et des droits de l'homme.

Les comités de protection de la population locale s'occupent d'autres tâches de base de maintien de l'ordre. Ainsi, lors d'un incident à Abyei, ils ont maîtrisé des manifestants dans le cadre d'une manifestation organisée contre la FISNUA par les Ngok Dinka le 30 octobre. Un autre incident s'est produit au cours d'un tournoi de football pour jeunes organisé par la police de la FISNUA en avril, et les comités de protection de la population locale ont là encore protégé les communautés locales.

Malgré leur bonne performance globale, certains membres des comités de protection de la population locale ont démissionné pour poursuivre de meilleures possibilités d'emploi. Il serait plus avantageux pour la FISNUA et les communautés que la mission et ses partenaires puissent assurer sa viabilité. La mise en œuvre de la doctrine et du concept des comités de protection de la population locale dans les deux régions constituerait un accomplissement majeur dans la poursuite des efforts visant à obtenir un statut final.

En conclusion, il faudrait exhorter les parties à abandonner leurs positions actuelles et à travailler ensemble pour le bien de la communauté d'Abyei. Les capacités opérationnelles des comités de protection de la population locale doivent être améliorées grâce à un appui opérationnel et logistique accru et à l'amélioration de leur infrastructure afin de renforcer l'exécution des tâches de maintien de l'ordre, conformément aux normes internationales en matière de police et de droits de l'homme. Il convient de noter que l'infrastructure développée pour les comités de protection de la population locale pourra être utilisée par le Service de police d'Abyei une fois qu'elle aura été mise en place. Les équipes de pays des Nations Unies travaillant à

Abyei appuieraient aussi indirectement la FISNUA et la population d'Abyei.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Gahonzire de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Yacouba.

M. Yacouba (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'honneur qui m'est fait et de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser au Conseil de sécurité au sujet de l'amélioration de la protection par le renforcement de la gouvernance dans les espaces non contrôlés.

La conjonction de plusieurs facteurs, conjuguée à la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix et à la crise de 2012, a considérablement réduit les capacités de l'État dans les régions du nord, puis du centre, où il peine à s'acquitter de ses fonctions. Cela a érodé la confiance de la population envers l'État et ses services, créant ainsi un environnement propice aux groupes extrémistes et terroristes, qui répondent aux besoins sociaux des populations dans leurs zones d'influence, et lancent de multiples attaques asymétriques contre les Forces de défense et de sécurité maliennes, les forces internationales et les civils qui refusent d'accepter leur cause.

Malgré la mise en œuvre progressive de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, l'annonce des efforts des forces de sécurité maliennes et la prolongation de l'état d'urgence, certaines communautés sont tombées sous l'emprise de groupes extrémistes violents et ont eu recours à des groupes d'autodéfense, ce qui complique encore la situation en aggravant les conflits entre communautés et leur impact sur les civils.

(*l'orateur poursuit en français*)

La police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), agissant conformément au cadre stratégique intégré, a fait siennes les priorités de la mission définies par la résolution 2480 (2019), en apportant sa contribution en vue de l'amélioration de la gouvernance d'une manière à renforcer la protection dans les espaces non contrôlés au Mali. À cet effet, le renforcement des capacités et le développement au profit des Forces de défense et de sécurité maliennes est une partie majeure de notre action qui se traduit par des activités de formation, des appuis et conseils dans divers domaines, en complémentarité avec les efforts d'autres acteurs, parmi lesquels la Mission politique de sécurité

et de défense commune de l'Union européenne au Mali, ainsi que l'élaboration d'infrastructures et d'équipements afin d'accélérer la restauration de l'autorité de l'État et son expansion à travers le Mali.

En matière de protection des civils, la police de la MINUSMA apporte un appui crucial à l'opérationnalisation de la stratégie pour la région du centre, à la mise en fonctionnalité du Centre d'analyse du renseignement, ainsi qu'au Centre de coordination et de gestion des risques dans l'analyse de l'information. Ces mécanismes de coordination permettent d'améliorer la capacité opérationnelle grâce à un système de veille et d'alerte rapide.

En outre, dans la région du centre, elle appuie la mise en œuvre des stratégies initiées par le Gouvernement, parmi lesquelles le Plan intégré de sécurisation des régions du centre, une stratégie globale malienne visant à protéger les civils, à réduire les violences intercommunautaires et à rétablir l'autorité de l'État et des services sociaux de base. Ces appuis ont permis le redéploiement, quoique timide, des Forces de défense et de sécurité et rendu possible l'organisation d'opérations coordonnées et conjointes, ainsi que de soutiens opérationnels et logistiques.

Dans le cadre de la lutte contre l'impunité, qui constitue une des causes profondes de la crise, la MINUSMA apporte un soutien déterminant au renforcement de la chaîne pénale par le renforcement des capacités et du développement, des appuis et conseils, et l'exploitation de données techniques et scientifiques.

En ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan global de redéploiement des forces de sécurité reformées et reconstituées, la MINUSMA effectue un grand plaidoyer pour l'accélération du processus de la réforme du secteur de la sécurité, et ce à travers ses conseils, et contribuera à l'élaboration de stratégies de sécurité intérieure et de protection des civils.

De manière globale, la gouvernance dans les zones non contrôlées est un enjeu qui rappelle quotidiennement que le renforcement des liens de confiance entre la population et les autorités est un prérequis souvent oublié. À cet égard, la MINUSMA appuie les initiatives du Gouvernement à travers l'engagement de la société civile et des communautés sur les questions de sécurité les touchant. En effet, dans un pays aussi géographiquement et culturellement divers que le Mali, une grande importance doit être apportée

au concept de police de proximité, un axe majeur de la réforme du secteur de la sécurité. Le tout visant à établir des partenariats stratégiques fondés sur la concertation préalable et l'implication des communautés.

(l'orateur reprend en anglais)

Ces efforts se heurtent à de nombreux obstacles, notamment la lenteur du processus de réforme du secteur de la sécurité et l'adoption d'une approche intégrée et coordonnée des questions de sécurité, la gestion des frontières et le financement continu du renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité maliennes. Néanmoins, je suis convaincu qu'à long terme, nos efforts concertés contribueront à renforcer la protection et à rétablir l'autorité de l'État en développant la résilience des communautés au niveau local et en améliorant la confiance entre la population et les pouvoirs publics, en particulier les forces de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yacouba de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil. Si les représentants souhaitent poser une question, je leur demande d'indiquer s'il s'agit d'une question qui s'adresse expressément à l'un des intervenants ou s'il s'agit d'une question générale.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) La Côte d'Ivoire salue l'organisation de cette séance d'information annuelle, cadre d'un dialogue interactif instructif avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et les chefs des composantes Police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies à Abyei. Elle remercie Mme Marie-Joseph Fitah-Kona, conseillère à la mairie du troisième arrondissement de Bangui, pour sa contribution. Leurs présentations enrichissantes renseignent le Conseil sur les progrès réalisés et lui permettent de rester saisi des opportunités, mais également des défis auxquels les unités de police de ces missions onusiennes sont confrontées dans la mise en œuvre de leurs mandats.

C'est le lieu pour mon pays, anciennement hôte d'une mission de maintien de la paix, de saluer à nouveau l'action des hommes et des femmes des composantes

policières déployés dans les missions onusiennes et de leur rendre encore un hommage mérité pour leur contribution remarquable à la restauration de la paix et de la stabilité dans les pays en crise.

Les opérations de maintien de la paix n'ont pas vocation à se substituer aux autorités de l'État hôte, mais plutôt à les appuyer dans le cadre d'une stratégie de sortie de crise fondée sur un processus politique inclusif et crédible. En effet, partout où les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont pu engager, avec les autorités des États hôtes et les communautés locales, une coopération dynamique basée sur la confiance réciproque et la poursuite d'objectifs réalistes et consensuels, elles ont su créer les conditions d'un retour de la paix et de la sécurité durable, ouvrant ainsi la voie à la reconstruction nationale et à la prospérité.

En effet, la qualité des relations entre les pays hôtes et les populations favorisent leur adhésion à l'action onusienne, et donc une appropriation nationale forte, ainsi que la mise en œuvre effective des priorités essentielles telles que la protection des civils, la restauration de l'autorité de l'État et la réforme du secteur de la sécurité. Dans un environnement de déploiement marqué par la persistance des menaces sécuritaires ainsi que les violences contre les civils et les violences sexuelles, les composantes Police des missions onusiennes de paix constituent des piliers indispensables. Elles contribuent en effet à renforcer la sécurité des populations, mais également à restaurer les capacités des institutions policières locales afin de permettre au Gouvernement du pays hôte d'assurer ses fonctions régaliennes sur l'étendue du territoire national.

Au regard de ce qui précède et tout en reconnaissant l'importance et la complémentarité des directives du Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix, et fort de son expérience récente, mon pays souhaiterait que l'accent soit mis davantage sur l'application des directives relatives au renforcement et au développement des capacités des composantes Police ainsi que celles relatives au rôle des composantes Police dans la protection des civils.

À ce stade de mon propos, je voudrais solliciter les éclairages du commissaire de police Issoufou Yacouba sur l'appui apporté par la composante Police de la MINUSMA et le renforcement des capacités de la police malienne dans la collecte et l'exploitation des renseignements, à l'effet d'améliorer leurs capacités en matière de protection des civils, notamment dans

le centre du Mali. Quelle évaluation fait-il de l'appui apporté par les unités de police des Nations Unies à la restauration de l'autorité de l'État malien sur l'ensemble du territoire national, y compris le redéploiement des institutions policières et judiciaires? Quelle est l'articulation entre le rôle de la police onusienne avec les groupes d'auto-défense sur le terrain?

La contribution des femmes à la paix et à la sécurité est aujourd'hui au cœur de la préoccupation de la communauté internationale. Mon pays est d'avis que les femmes déployées dans les missions de paix des Nations Unies apportent une contribution majeure dans la promotion de la réconciliation nationale. Cependant, force est de constater que l'objectif d'une augmentation de leur nombre est loin d'être atteint. Aussi appelle-t-il le Conseil à œuvrer diligemment, en vue de renforcer leur présence au sein de ces missions.

Je voudrais à ce propos, solliciter le point de vue de M. Awale Abdounasir sur l'appui de la composante Police de la MONUSCO aux forces de police congolaises, dans la lutte contre les violences sexuelles et les activités civilo-policières de sensibilisation contre lesdites violences. Quelle évaluation fait-il de la contribution des femmes de la composante Police de la MONUSCO à la lutte contre les violences sexuelles et à la consolidation de la paix? C'est l'occasion pour ma délégation d'adresser ses chaleureuses félicitations à la commissaire de police Zeynabou Diouf, qui a été désignée policière de l'ONU pour l'année 2019, pour son rôle dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels en République démocratique du Congo.

Les missions onusiennes sont également constituées d'une mosaïque de contingents et de personnels qui, bien que mus par la quête commune de la paix et de la stabilité dans les pays en conflits, sont issus de nations et de cultures différentes, toutes choses qui influencent nécessairement leur perception des obligations qui leur incombent dans le cadre du maintien de la paix dans des environnements difficiles. Le mérite des chefs des composantes Police des missions onusiennes de maintien de la paix qui viennent de nous « briefer », ainsi que leurs collègues des autres missions onusiennes réside, à juste titre, dans leurs efforts quotidiens pour maintenir la cohésion et l'unité d'actions de leurs forces, afin qu'elles continuent, malgré les nombreux défis, d'être l'instrument le plus efficace des Nations Unies au service de la paix. C'est tout le sens de la résolution 2447(2018) dont la Côte d'Ivoire

a contribué à l'élaboration et à l'adoption, en étroite collaboration avec le Royaume des Pays-Bas.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise tient à remercier le Secrétaire général adjoint Lacroix et les trois commissaires de police de leurs exposés. Nous avons également écouté attentivement la déclaration qui a été faite par la représentante de la société civile de la République centrafricaine.

Depuis leur premier déploiement il y a 71 ans, les policiers ont joué un rôle actif et intégral dans les missions de la paix des Nations Unies. Profondément engagés dans leurs missions dans le monde entier, les policiers ont contribué de manière exceptionnelle au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Au total, 280 policiers, dont huit policiers chinois en Haïti, ont fait le sacrifice ultime au service des missions de la paix des Nations Unies. Je rends hommage à tous les policiers tombés au champ d'honneur et à leurs familles.

Compte tenu des conditions de sécurité et d'un environnement extérieur de plus en plus complexes et difficiles, il est impératif de renforcer et d'améliorer les activités de police des Nations Unies dans les missions de maintien de la paix. En 2018, le Secrétaire général António Guterres a présenté son initiative Action pour le maintien de la paix, et, à ce jour, 152 États Membres de l'ONU ont signé la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, donnant ainsi un nouvel élan à la réforme de ces opérations et ouvrant la voie à l'amélioration des activités de police des Nations Unies dans les missions de maintien de la paix. La Chine appuie l'initiative du Secrétaire général Action pour le maintien de la paix et se tient prête à collaborer avec les autres États Membres pour améliorer les activités de police et les opérations de maintien de la paix dans leur ensemble.

La Chine souhaite faire les trois propositions suivantes.

Premièrement, en ce qui concerne le respect des principes fondamentaux des opérations de maintien de la paix, le maintien de l'ordre dans les missions de paix doit toujours être guidé par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux des opérations de maintien de la paix, notamment le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou pour la défense du mandat. Le Conseil doit strictement respecter la souveraineté et les aspirations du pays hôte, tenir compte de ses vues et de celles des pays qui

fournissent du personnel de police, définir des mandats clairs et explicites adaptés à la situation sur le terrain et tirer parti de la présence des policiers du maintien de la paix pour maintenir l'ordre social dans le pays hôte et créer un environnement sûr pour son développement. Il faut accroître les investissements à long terme dans le dialogue politique et le développement économique pour assurer une paix durable. La Chine facilitera la tenue du troisième Sommet des chefs de police des Nations Unies, apportant ainsi sa contribution au maintien de l'ordre dans une ère nouvelle. À cet égard, la Chine collabore étroitement avec le Département des opérations de paix.

Deuxièmement, en ce qui concerne le renforcement des capacités et l'accroissement de l'efficacité dans l'exécution des tâches, la priorité absolue à ce stade est de renforcer les capacités des pays fournisseurs d'effectifs de police. La communauté internationale doit continuer d'apporter un appui vigoureux pour que les soldats de la paix reçoivent une formation adéquate et ciblée et disposent du matériel et des autres ressources dont ils ont besoin. Les pays fournisseurs d'effectifs de police doivent respecter scrupuleusement les critères de sélection du personnel et du matériel, renforcer la gestion et continuer d'améliorer l'efficacité, la crédibilité et l'efficacité des forces de police dans les opérations de paix des Nations Unies. La Chine a honoré les engagements pris par le Président Xi Jinping au Sommet des dirigeants sur les opérations de paix des Nations Unies de 2015 en créant le tout premier contingent de police en attente au monde pour le maintien de la paix et en formant plus de 800 policiers d'autres pays.

Troisièmement, de meilleures garanties de sécurité doivent être offertes aux soldats de la paix. La vie humaine n'a pas de prix. Les policiers chargés du maintien de la paix travaillent en première ligne et leur sécurité a une incidence sur l'efficacité et la crédibilité des opérations de maintien de la paix. Le Conseil doit prendre des mesures plus énergiques dans le cadre des opérations de maintien de la paix en vue d'assurer la sécurité des Casques bleus, et parler d'une seule voix.

Le Secrétariat et les missions doivent placer la protection de la sécurité de leurs effectifs en tête de leurs priorités, leur fournir un appui solide et garantir et renforcer les capacités des opérations de maintien de la paix face à des situations complexes. Des mesures de prévention doivent être prises en mettant à disposition les équipements de sécurité et le matériel médical nécessaires afin d'améliorer les capacités d'alerte rapide et de réaction en cas d'urgence.

La Chine appuie l'idée d'accroître le pourcentage de femmes dans les forces de maintien de la paix, mais nous soulignons l'importance de prendre des mesures de protection ciblées dans le cadre des efforts déployés en ce sens, notamment en évaluant rigoureusement les risques avant le déploiement, afin d'assurer la sécurité des policières dans les opérations de maintien de la paix.

Depuis 2000, dans neuf zones de mission au Timor-Leste, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Afghanistan, au Libéria, en Haïti, au Soudan, au Soudan du Sud et à Chypre, la Chine a envoyé plus de 2 600 soldats de la paix en vue d'honorer les engagements qu'elle a pris en matière de maintien de la paix. Comme toujours, la Chine continuera d'appuyer les efforts de maintien de la paix des Nations Unies et étudiera d'autres possibilités de soutenir les forces de police dans les opérations de maintien de la paix par l'intermédiaire du Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement. Elle prendra également des mesures concrètes pour s'acquitter de ses engagements et contribuer davantage aux activités de maintien de la paix.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Je souhaite commencer par remercier les cinq intervenants qui nous ont présenté aujourd'hui leurs perspectives respectives sur le rôle de la police dans les opérations de maintien de la paix. L'initiative Action pour le maintien de la paix reste notre feuille de route pour faire converger nos efforts au cours des prochaines années. Qu'il me soit permis d'aborder cinq « P » dans mon intervention et mes questions aux intervenants : prévention, performance, protection, partenariats et, enfin, « peacebuilding » - consolidation de la paix .

Primo, un rôle accru est donné à l'expertise de l'ONU en matière de police dans le contexte de la prévention. Nous nous réjouissons que la Division de police soit de plus en plus sollicitée non seulement dans les missions politiques spéciales, mais aussi dans certains cas hors du cadre des missions. Comme souligné par le Secrétaire général dans son rapport (S/2016/952), la police joue un rôle important d'alerte précoce : la Division de police peut fournir au Conseil des informations précieuses en analysant l'état de la police et des autres institutions de maintien de l'ordre dans un pays particulier et en recommandant des réponses aux problèmes émergents.

Secundo, la performance des missions va de pair avec la responsabilité et la redevabilité. Dans ce contexte, nous nous réjouissons que, dans le cadre du nouveau paradigme de gestion promu par le Secrétaire général,

les chefs des composantes policières dans les opérations fassent désormais partie des équipes de gestion senior et que ceux-ci soient redevables de la performance de leur composante. Je voudrais dans ce contexte demander à M. Lacroix de partager avec nous les enseignements tirés depuis le début de la mise en œuvre du système complet d'évaluation de la performance, en particulier sur les composantes policières et leur contribution aux objectifs stratégiques des missions.

Tertio, la police de proximité et les initiatives de police communautaire, parmi d'autres, offrent des possibilités de protection des civils inégalées. C'est le cas, par exemple, au Soudan du Sud où la composante Police de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud réussit en certains lieux un travail singulier de proximité avec les populations, en s'appuyant notamment sur des composantes féminines et des patrouilles non armées. De manière générale, il nous semble opportun de prévoir un accompagnement accru en matière de gestion négociée de l'espace public, qui comporte des aspects de dialogue, de respect des droits humains et un usage de la contrainte qui soit modéré et proportionnel.

Quarto, les partenariats sont au cœur de l'action des composantes policières sur le terrain : elles vont souvent travailler conjointement et en bonne intelligence avec ceux qui prennent en main certaines parties de la réforme du secteur de la sécurité ou poursuivent des activités de formation de la police nationale. Des synergies existent sur le terrain avec les missions civiles déployées par l'Union européenne. Ma question ira au Chef de police Abdounasir qui a eu l'occasion de faire l'expérience du partenariat avec l'Union européenne tant au Mali qu'en République démocratique du Congo. Peut-il illustrer ce partenariat et la valeur ajoutée de celui-ci pour le travail de l'ONU?

Enfin la consolidation de la paix : si la police a un rôle à jouer dans l'ensemble du continuum de la paix, l'accompagnement du transfert des fonctions de maintien de l'ordre reste crucial dans les phases de transitions. Haïti nous en fournit un exemple récent. Il est important dans cette phase de continuer à prévoir un accompagnement de conseil en matière de police, lorsque l'État hôte l'estime nécessaire.

L'un des futurs chantiers de transition à moyen terme pourrait concerner la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et nous nous réjouissons d'examiner bientôt les résultats de l'examen stratégique. Dans ce contexte, comment le chef de police Abdounasir

voit-il le rôle de la composante policière de la MONUSCO évoluer au cours des prochaines années? Voit-il certaines zones ou provinces dans lesquelles une présence d'unités de police constituées pourrait utilement venir se substituer à une présence militaire?

M. Van Shalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, nous tenons à remercier une fois de plus M. Lacroix de son exposé, comme toujours très pertinent et circonstancié. Nos remerciements vont également aux chefs de la police civile qui nous ont présenté un exposé aujourd'hui, ainsi qu'à la dame qui nous a fait un exposé depuis Bangui.

Conformément aux instructions de la présidence, nous essaierons d'être un peu plus interactifs dans le cadre de l'examen de cette question cruciale. Nous voudrions, avant toute chose, saluer le rôle essentiel que joue la police des Nations Unies dans la promotion de la stabilité et du développement à long terme dans les pays touchés par des conflits. Nous relevons également son importance, qui est amplifiée par l'évolution de la dynamique des conflits. Nous sommes d'avis que la police des Nations Unies est appelée à jouer un rôle de plus en plus important et saluons, à cet égard, les succès qu'elle a remportés dans nombre de pays sortant d'un conflit.

En tant que pays fournisseur d'effectifs de police, nous nous efforçons d'accroître le rôle des femmes non seulement dans le maintien de la paix, mais aussi au sein des forces de police servant dans les missions de maintien de la paix et dans les pays en conflit. Nous sommes parvenus à un équilibre de 50 % entre les hommes et les femmes dans nos rangs, ce qui dépasse l'objectif fixé par la stratégie actuelle en vue du renforcement de la parité de genre dans les forces de police et les contingents de maintien de la paix.

Nous nous félicitons des efforts que continue de déployer l'ONU pour renforcer ses capacités de police, ainsi que de la contribution qu'elle peut apporter aux capacités locales d'application de la loi. Nous considérons qu'il s'agit là d'un élément très important pour répondre aux priorités locales et renforcer les capacités sur place. Nous saluons également les efforts entrepris par la Division de la police pour promouvoir, comme indiqué tout à l'heure, une plus grande représentation des femmes, élément qui nous tient à cœur, et ce, dans le cadre de séminaires régionaux de perfectionnement des cadres supérieurs féminins de la police, afin d'améliorer la formation des cadres supérieurs en général. Nous appelons le Secrétariat à collaborer avec les pays qui

fournissent du personnel de police pour augmenter le nombre de policières.

Du fait de sa présence continue sur le terrain, la police des Nations Unies a une responsabilité en matière de transitions effectives du maintien à la consolidation de la paix, et joue ainsi un rôle important de passerelle pour permettre aux pays touchés par un conflit de revenir à la normale. Je suis convaincu que la vue de la police peut redonner au public et à la population un sentiment de normalité pour ce qui concerne la paix, la justice et la lutte contre la criminalité, qui sont parfois négligées dans le contexte global du maintien de la paix et du rétablissement de la stabilité dans les pays concernés. Nous tenons à saluer le rôle crucial que la police des Nations Unies continue de jouer pour assurer la stabilité et pérenniser la paix dans les communautés locales. Il importe de veiller à ce que la Division de la police soit mieux placée, au sein du système des Nations Unies, pour répondre à cette demande croissante.

Enfin, nous voulons remercier les chefs de police et la Division de la police pour la qualité du travail effectué sur le terrain, et poser deux questions aux chefs présents.

Premièrement, nous voulons poser à la cheffe de la police de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei une question qui concerne spécifiquement les policières sur le terrain. Pourrait-elle, de son point de vue, nous donner une idée des défis auxquels sont confrontées les policières dans les missions de maintien de la paix? Et comment le Conseil peut-il aider à relever ces défis?

Notre deuxième question s'adresse aux chefs de la police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. En s'appuyant sur les réformes induites par l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, que pensent-ils que l'ONU puisse faire de plus pour que la police des Nations Unies soit mieux équipée pour s'acquitter de ces tâches? Leurs points de vue à ce sujet seraient très appréciés.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions les intervenantes et intervenants de leurs évaluations aujourd'hui. À notre tour, nous demandons aux chefs de police des missions de maintien de la paix de remercier, en notre nom, tous les Bérêts bleus d'effectuer leur service de manière

conscientieuse et de s'acquitter de la tâche difficile de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous saluons leur bravoure.

L'importance des policiers des Nations Unies dans les activités modernes de maintien de la paix des Nations Unies ne fait aucun doute. Chargée de l'un des volets des efforts de maintien de la paix, la police joue un rôle important en aidant les autorités nationales à protéger les civils. Elle s'en acquitte non seulement par des moyens traditionnels – en effectuant patrouilles et opérations de surveillance et en répondant aux troubles à l'ordre public – mais aussi en renforçant les capacités des services d'ordre nationaux dans les pays où elle est déployée et en aidant à la réforme du secteur de la sécurité, améliorant ainsi l'aptitude des pays hôtes à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent.

De plus en plus souvent, la police des Nations Unies doit aider à résoudre des problèmes liés à la lutte contre la criminalité organisée, le trafic de drogues illicites, la traite des êtres humains et d'autres menaces à la sécurité. Elle fait également la liaison entre les populations et les soldats de la paix, ainsi qu'entre les populations et les gouvernements des pays hôtes. Il importe que les efforts des policiers contribuent à faire en sorte que les citoyens retrouvent confiance dans l'appareil d'État, et à créer les conditions préalables à la réconciliation nationale et à une paix durable. En fournissant cette assistance, comme tous les soldats de la paix des Nations Unies, la police doit respecter strictement les mandats attribués par le Conseil de sécurité et honorer la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux du maintien de la paix.

La clef d'une mise en œuvre efficace de ces tâches est de nouer des relations constructives avec le pays hôte. Ce processus doit être guidé par le principe de la responsabilité nationale, le plein respect de la souveraineté des pays hôtes et la prise en compte de leurs besoins individuels. Il est extrêmement important de prendre en compte les spécificités nationales concrètes de ces pays. Les tentatives visant à appliquer une approche universelle des réformes liées aux secteurs du maintien de l'ordre ou à l'état de droit ont peu de chances de produire des résultats ou de susciter l'appui des populations, dans quelque pays que ce soit. L'exécution efficace des tâches policières exige un soutien logistique et technique approprié et les ressources humaines idoines. Les missions doivent améliorer leur planification et leur gestion et éviter les coûts inutiles et les doubles emplois. Au regard de ces processus, il importe que le

Secrétariat examine attentivement les opinions et les recommandations des pays qui fournissent du personnel de police. Tenter de promouvoir d'autres initiatives ou concepts qui émaneraient de tiers ne bénéficiant pas de l'appui de tous les États membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (Comité des 34) serait contreproductif. À cet égard, nous pensons qu'il est impératif de maintenir un dialogue constant entre le Conseil de sécurité, les pays qui fournissent du personnel de police, et les gouvernements hôtes, sur tous les aspects des activités de maintien de la paix, y compris aux stades de la planification et de l'élaboration du mandat. Toutefois, nous ne pensons pas qu'il soit judicieux d'attribuer à la police des fonctions qui ne relèvent pas intrinsèquement de sa compétence, telles que celles liées à des questions politiques ou aux droits de la personne, car cela pourrait détourner l'attention des tâches dans lesquelles elle est spécialisée, et rendre ses activités globalement moins efficaces.

Nous sommes fermement convaincus qu'il importe de renforcer la coopération avec les organisations régionales, y compris pour les activités de police des Nations Unies. Il est indispensable que les Nations Unies appuient davantage le renforcement des capacités policières parmi les acteurs régionaux, notamment l'Union africaine, et les aident à maintenir la paix et la stabilité régionales.

La Fédération de Russie, pays qui fournit du personnel de police, continue d'accroître sa contribution aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies en déployant auprès des missions du personnel possédant les compétences idoines. Depuis 1992, plus de 500 fonctionnaires de divers organes du Ministère russe de l'intérieur se sont acquittés de tâches policières dans le contexte du maintien de la paix, et il est gratifiant que des représentants de l'ONU aient souvent souligné leur grand professionnalisme. Nous continuons de respecter strictement les engagements que nous avons pris aux sommets des chefs de police des Nations Unies, en vertu desquels la Russie a doublé le nombre de policiers du maintien de la paix qu'elle déploie.

Des policiers russes sont ainsi actuellement présents au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, en Colombie, au Kosovo et à Chypre. Près de 30 % d'entre eux sont des femmes. En Russie aussi, le nombre de femmes actives dans les activités de police progresse régulièrement. Le Centre de formation au maintien de la paix du Ministère russe de l'intérieur, accrédité par l'ONU, dispense régulièrement des

formations extrêmement professionnelles à des policiers du maintien de la paix, y compris des étrangers, dont beaucoup sont des femmes. Il me semble pertinent de rappeler que, parmi eux, plus de 30 spécialistes sont francophones. Depuis l'an 2 000, le Centre a formé plus de 1 600 policiers russes et 500 policiers étrangers du maintien de la paix, y compris des gradés, provenant de plus de 50 pays. Le groupe de femmes officiers spécialement formées pour participer à la composante Police des missions des Nations Unies mérite une mention spéciale. Au total, ce sont 40 femmes de Russie et de plusieurs pays africains qui ont suivi cette formation.

Nous sommes également prêts à déployer des experts pour participer aux travaux des groupes de police spécialisés au sein des missions des Nations Unies. Il nous intéresse d'envisager la participation de policiers russes aux projets de ces groupes, notamment pour travailler conjointement avec d'autres pays.

M^{me} Gueguen (France) : Je souhaite commencer à mon tour en rendant un hommage appuyé à l'action des policiers et des gendarmes, femmes et hommes, qui sont aujourd'hui déployés, dans des conditions sécuritaires parfois très difficiles, au sein des opérations de paix des Nations Unies. En écoutant Jean-Pierre Lacroix et les témoignages des « briefers et briefeuses » aujourd'hui, nous voyons bien qu'il est particulièrement important que les populations puissent ressentir le bénéfice d'une opération de maintien de la paix, notamment en ce qui concerne l'amélioration de leur vie quotidienne. On voit bien que les forces de police ont un rôle déterminant à jouer à cet égard. Le témoignage de M^{me} Marie-Joseph Fitah-Kona, conseillère du maire du troisième arrondissement de Bangui, que je remercie chaleureusement de sa participation aujourd'hui, est à ce titre exemplaire.

La France entend être un partenaire volontaire et constructif dans ce domaine, et c'est pourquoi nous soutenons pleinement l'initiative Action pour le maintien de la paix, et notamment l'engagement dans ce cadre à rendre la police des Nations Unies plus efficace, plus performante et plus proche des besoins des populations. Il est essentiel à cette fin que la police de l'ONU ait des capacités adaptées en matière de planification, de constitution des forces, de gestion des crises et de direction. Je voudrais à cet égard insister sur trois priorités de notre point de vue.

Tout d'abord, les personnels de police et de gendarmerie mis à disposition par les pays contributeurs doivent apporter une réelle plus-value en matière de

compétence technique et de capacité opérationnelle. L'ONU a également besoin de leurs expertises au sein des structures de commandement. La France déploie ainsi au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali une équipe de policiers spécialisés en explosifs et en police scientifique. Nous déployons également au sein du Secrétariat des experts dans le domaine des unités constituées de police et dans celui de la planification.

Deuxièmement, nous considérons que 1^{er} rôle des unités de police doit être revalorisé. Si les Casques bleus, c'est-à-dire les composantes militaires, représentent l'essentiel des personnels en uniforme d'une opération de maintien de la paix, les policiers ont un rôle spécifique indispensable. Ils incarnent un message différent : celui d'un retour progressif à la normale lié à une baisse de la menace et à une évolution positive de la situation sécuritaire. Les populations locales ne s'y trompent pas en général.

Ce rôle si particulier des unités de police prend un relief singulier lors des phases de transition. En effet, au moment où les effectifs de Casques bleus tendent à baisser progressivement, que l'État hôte renforce sa souveraineté et que les forces armées nationales prennent peu à peu le relais, les unités de police des Nations Unies permettent de témoigner que l'investissement de l'ONU ne se cantonne pas au déploiement d'unités, mais que le souci des populations locales reste au cœur des priorités du Conseil de sécurité. Je pense notamment à la République démocratique du Congo : dans certaines provinces, comme la Représentante permanente adjointe de la Belgique l'a souligné, les unités de police pourraient succéder à des unités de Casques bleus.

Troisièmement, la féminisation des contingents et des personnels de la police est également indispensable. Nous devons continuer à progresser dans ce domaine, selon les objectifs ambitieux, mais atteignables, fixés par le Secrétaire général. Comme l'ont souligné plusieurs missions de police des Nations Unies, il y a une corrélation positive entre la participation des femmes dans les forces de police et la stabilité et la durabilité des processus de paix. On l'a vu au Libéria, où l'inclusion des femmes au sein des forces de police a permis de faire reculer les violences sexuelles et fondées sur le genre de jour, mais surtout de nuit. Nous regrettons qu'en dépit de ces statistiques positives, l'inclusion des femmes au sein des forces de police reste trop faible, tout en saluant bien sûr les efforts déployés par le

Département des opérations de paix pour accroître le nombre de femmes déployées.

Je voudrais terminer par quelques questions. Tout d'abord, une question générale à tous les intervenants : de façon assez schématique, quelle est la ou quelles sont les deux principale(s) difficulté(s) dans l'accomplissement de leurs missions? Une autre question qui s'adresse à tous, mais notamment à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) : quelle est l'évaluation qui est faite de l'évolution de la capacité à répondre aux besoins des victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre?

Et enfin, j'ai une question pour M. Abdounasir, chef de la composante Police de la MONUSCO, qui nous a parlé de façon très utile des efforts de la MONUSCO contre le crime organisé, en mettant l'accent sur le renforcement de la chaîne pénale. Je serais très intéressée par les éléments d'information dont il pourrait nous faire part sur les actions que la composante Police de la MONUSCO mène en contribution à la lutte contre la crise Ebola.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Jean-Pierre Lacroix et les chefs de la police des différentes missions de paix, ainsi que M^{me} Marie-Joseph Fitah-Kona, représentante d'un pays hôte.

La composante Police fait partie intégrante de l'architecture de paix et de sécurité, et nous devons donc renforcer son rôle à cet égard. Nous reconnaissons le rôle primordial qu'elle joue sur le terrain, faisant le lien entre les activités de l'ONU en matière de maintien et de consolidation de la paix, ce qui démontre la nécessité d'une coordination entre les composantes policière et militaire, ainsi qu'avec les composantes humanitaire et civile. Nous soulignons également l'importance d'instaurer une coordination étroite avec les autorités nationales, les communautés et la société civile, afin d'atteindre toutes les couches de la société pour promouvoir l'état de droit, et c'est pourquoi nous pensons qu'il est important d'accroître le pourcentage des agents de police dans les opérations de maintien de la paix.

Nous nous félicitons des efforts déployés par l'ONU pour veiller à ce que les pays fournisseurs d'effectifs de police respectent les normes nécessaires, sachant que certains défis en matière de déploiement et de formation persistent. Comme le Secrétaire général

l'a souligné dans ses derniers rapports sur les activités de police, la formation et l'équipement approprié du personnel de police avant le déploiement, ainsi que la sélection d'unités de police qualifiées, sont essentiels. Par formation, nous entendons également une approche axée sur l'être humain de la justice, de la primauté du droit et de l'application régulière de la loi, ainsi que des droits de l'homme, de la protection des enfants, de la violence sexuelle liée aux conflits et de la violence fondée sur le genre, sans oublier la capacité de communiquer avec les communautés dans leur propre langue. Les pays fournisseurs d'effectifs de police doivent redoubler d'efforts pour assumer leur responsabilité à cet égard.

Nous voudrions demander à M. Lacroix dans quels domaines il existe, selon lui, un plus grand manque de formation du personnel de police avant le déploiement, et quel est l'impact de cette faiblesse sur le terrain.

Les opérations de paix doivent être inclusives et réactives et, par conséquent, il convient de prendre en compte la problématique hommes-femmes dans la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de ces opérations. Nous nous félicitons de l'augmentation du nombre de femmes à la tête des composantes Police. Toutefois, les femmes continuent d'être sous-représentées aux échelons supérieurs. Accroître la présence des femmes au sein des forces de police ouvre des voies de communication pour les femmes et les filles sur le terrain, pour ce qui est de répondre à leurs préoccupations en matière de protection et à leurs besoins immédiats.

Nous saisissons cette occasion pour féliciter la commandante Seynabou Diouf, femme officier de la Police nationale du Sénégal déployée en République démocratique du Congo, à la tête d'une force de lutte contre les abus et l'exploitation sexuels, qui vient de recevoir le prix de Policière des Nations Unies de l'année.

Nous voudrions également demander à M. Lacroix de nous en dire plus sur les initiatives de la Division de la police pour accroître le nombre de femmes dans la police et prendre en compte les questions de genre dans les domaines fonctionnels de la composante Police.

Enfin, nous voudrions exprimer notre attachement et notre appui à l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et à ses engagements communs. Nous pensons que le succès des activités de la police des Nations Unies est intrinsèquement lié à la réalisation de l'idéal de la pérennisation de la paix. Cependant, tous les objectifs que nous avons fixés et que

nous nous sommes engagés à atteindre ne peuvent l'être sans une réelle compréhension des causes profondes des conflits, conjuguée à des efforts de prévention et d'alerte rapide.

Pour terminer, nous voudrions remercier les membres de la police des Nations Unies du dévouement dont ils font preuve en risquant leur vie jour après jour pour protéger les plus vulnérables et en œuvrant en faveur d'une consolidation durable et viable de la paix.

M. Barkin (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Lacroix et les chefs de police de leurs exposés.

Nous parlons beaucoup du maintien de la paix au Conseil, même si dans nos échanges nous mettons souvent l'accent sur les contributions du personnel militaire. Nous sommes reconnaissants envers les vaillants Casques bleus. Toutefois, je me réjouis de l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui de saluer l'importante contribution de la police au renforcement de l'état de droit, qui constitue en fin de compte le fondement d'une société pacifique. Nous devons rendre hommage à ceux dont l'action jette les bases de la paix.

Je tiens à féliciter la commandante Seynabou Diouf, du Sénégal, qui s'est vu décerner hier le prestigieux prix de Policière des Nations Unies de l'année. Nous saluons son travail remarquable en tant qu'officier et son dévouement dans le cadre de ses fonctions en tant que responsable au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). En outre, nous avons eu le plaisir de rencontrer le chef de la police de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud lors de la mission effectuée récemment par le Conseil au Soudan du Sud. Nous appuyons fermement la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028, et nous exhortons les pays qui fournissent des effectifs de police à adopter des politiques qui favorisent une participation accrue des femmes.

Je voudrais également féliciter les policiers qui ont servi au sein de la Mission d'appui des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti et qui ont préparé le terrain en vue de sa transition à une mission politique spéciale. Ils ont formé et professionnalisé la police nationale d'Haïti, qui joue aujourd'hui un rôle positif dans le développement d'Haïti et assume de plus en plus de responsabilités en ce qui concerne la paix et la sécurité du pays.

Nous sommes conscients de l'importance de l'état de droit, et c'est la raison pour laquelle nous proposons des programmes ambitieux de formation dans le cadre du renforcement des capacités pour donner des moyens d'action aux pays qui fournissent des effectifs de police. Cette formation les aide à déployer des policiers bien formés dans les missions des Nations Unies. Depuis 2010, notre programme d'appui international aux opérations de maintien de la paix de la police a formé plus de 12 000 policiers originaires de plus de 12 pays. En outre, en collaboration avec l'ONU, nous avons élaboré de nouveaux cours de formation et renforcé les normes de performance, notamment dans le cadre d'un partenariat à long terme avec le Centre d'excellence des unités de police de stabilisation de l'Italie pour la formation de formateurs et des responsables de forces de police.

En République démocratique du Congo, nous étudierons des possibilités similaires en vue de renforcer le rôle que joue la police des Nations Unies à l'appui des efforts déployés par la MONUSCO en matière de protection des civils et de réforme du secteur de la sécurité. Nous sommes toujours préoccupés par la stabilité de l'état de droit dans la zone d'Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Nous invitons le Soudan à accorder sans plus tarder des visas au personnel de la police des Nations Unies, en tant que premier pas vers la création d'une force de police conjointe dans la zone d'Abyei.

Pour maintenir la paix et la sécurité internationales dans un environnement de plus en plus complexe, il est essentiel que les forces de police soient déployées avec le matériel adéquat. Au Mali, nous sommes préoccupés par le fait que, comme indiqué dans le dernier rapport trimestriel sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (S/2019/782), deux unités de police constituées manquent de véhicules protégés contre les mines. Ces unités jouent un rôle crucial dans le renforcement des capacités locales de maintien de l'ordre. Sans le matériel nécessaire, leur sécurité est menacée et leur efficacité est limitée.

Un an après l'adoption à l'unanimité de la résolution 2436 (2018), nous réaffirmons notre appui à l'engagement pris par l'ONU de mettre en œuvre un dispositif de gestion de la performance intégré, qui définisse des normes de performance claires pour l'évaluation de l'ensemble du personnel civil et en uniforme des Nations Unies qui travaille dans les

opérations de maintien de la paix ou les appuie. Nous comptons sur les chefs de police pour veiller à ce que les policiers déployés sur le terrain aient la formation et l'équipement nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches.

Nous appuyons pleinement les initiatives visant à communiquer au Conseil de sécurité des informations sur la performance des opérations de maintien de la paix et nous attendons avec intérêt des évaluations franches de leur performance, y compris les insuffisances, les réussites et l'appui que les États Membres peuvent apporter à cet égard. Nous saluons également le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de la Division de la police (A/74/223). Nous nous félicitons de l'engagement de la Division à mener bien une de ses fonctions essentielles, qui est de veiller à ce que le personnel de police sur le terrain s'acquitte efficacement de ses fonctions et rende compte de ses actes. Nous nous réjouissons du lancement par la Division d'un outil en ligne pour l'analyse et l'évaluation des unités de police constituées, qui a permis de procéder à 34 évaluations de 49 unités déployées et d'élaborer 11 plans en vue de l'amélioration de la performance pour remédier aux insuffisances constatées.

Enfin, nous voudrions profiter de la présence des chefs de police parmi nous aujourd'hui. Nous souhaitons en savoir plus sur les difficultés auxquelles ils se heurtent pour ce qui est du matériel. Je terminerai par trois questions spécifiques, dont certaines ont déjà été posées. Premièrement, comment les données sur la performance sont-elles utilisées pour prendre des décisions relatives à la rotation et au déploiement des pays qui fournissent des effectifs de police? Deuxièmement, je me joins à mes collègues pour demander ce que nous pouvons faire pour augmenter le nombre de femmes dans le cadre des rotations et des déploiements des effectifs de police. Troisièmement, quelles devraient être les priorités pour l'élaboration et la mise en œuvre du Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix?

Le Président (*parle en anglais*) : Tout comme nous demandons à nos collègues du Secrétariat de l'ONU et à ceux qui travaillent sur le terrain d'innover constamment, notre présidence innove en matière d'échanges. Je vais maintenant donner la parole aux intervenants pour qu'ils répondent aux questions qui ont été posées jusqu'à présent; je pense qu'il y en a une quinzaine environ. J'espère que cela incitera ceux qui n'ont pas encore pris la parole à faire fond sur ces réponses ou sur des questions connexes. Je demande aux

intervenants de donner des réponses concises afin que le Conseil puisse poursuivre ses travaux.

Je donne maintenant la parole à M. Jean-Pierre Lacroix pour qu'il réponde aux observations qui ont été faites et aux questions qui ont été soulevées.

M. Lacroix (*parle en anglais*) : Je pense que la représentante de la Belgique a posé une question sur l'outil d'évaluation de la performance que nous avons mis en place.

(*l'orateur poursuit en français*)

En ce qui concerne les outils d'évaluation de la performance, il y a deux catégories qui sont pertinentes. La première, c'est le système complet d'évaluation de la performance, qui concerne l'ensemble des éléments pertinents pour évaluer la mise en œuvre des mandats. Aujourd'hui, ce système est déjà mis en œuvre dans six missions et il sera mis en œuvre dans quatre missions supplémentaires d'ici le printemps prochain. C'est un outil d'évaluation global; c'est-à-dire qu'il permet, sur la base de différents éléments d'appréciation, d'évaluer la manière dont la mission s'acquitte de son mandat. Et en ce qui concerne la composante Police, c'est un outil qui permet d'évaluer la performance de différentes unités au regard de la totalité du mandat. Autrement dit, c'est un outil global qui illustre, pour chacune des composantes des missions, quels sont ses résultats dans la mise en œuvre globale du mandat. Ça, c'est la première chose.

Même si le déploiement de cet outil est récent dans les missions, il permet à chacun des acteurs dans les missions d'avoir une vision plus globale des critères qui permettent d'évaluer si la mission remplit ou pas et à quel degré son mandat, et de développer une vision commune des principaux objectifs et des principaux critères d'appréciation.

Maintenant, nous avons un second outil qui a été développé et mis en œuvre plus spécifiquement pour les unités de police, et qui existe aussi pour les unités militaires. C'est un outil spécifique d'évaluation des unités de police. Il permet d'évaluer les forces et les faiblesses de chaque unité et d'avoir, à la suite de ces évaluations, des interactions avec les pays fournisseurs de contingents pour permettre de remédier éventuellement aux carences ou aux éventuelles faiblesses.

À la suite de la mise en œuvre de cet outil, nous sommes en mesure maintenant d'avoir une évaluation très claire de la situation en ce qui concerne les différentes unités et d'avoir des efforts accrus de la part des pays

fournisseurs de contingents en matière d'entraînement d'abord, à la fois de leadership et des unités constituées.

Nous avons également une amélioration du niveau d'équipement, même s'il reste des progrès à faire dans ce domaine. Nous devons aussi renforcer les capacités en matière de protection des personnels et de sensibilisation aux questions de conduite et de discipline, ce qui a d'ailleurs conduit à une réduction des allégations sur ce plan dans le domaine de la police, ainsi qu'à une baisse du nombre de victimes à la suite d'actes hostiles. Il y a encore du travail à faire dans quelques domaines importants : nous devons notamment réviser les instructions permanentes, ainsi que les politiques et les directives spécifiques pour ce qui concerne le renforcement de la sécurité et de la sûreté des unités. Plus généralement, nous sommes sur le point d'organiser un atelier le mois prochain à Entebbe pour faire le point sur nos efforts en matière de performance des unités de police.

(l'orateur reprend en anglais)

Une question a été posée au sujet des efforts que nous faisons en ce qui concerne la participation des femmes. Je pense que les pays fournisseurs d'effectifs de police sont aujourd'hui plus conscients de l'importance de déployer davantage de femmes Casques bleus. La plupart des pays fournisseurs d'effectifs de police augmentent progressivement le nombre de femmes au sein des unités de police constituées. Plusieurs chefs de la composante Police sont des femmes. Je pense donc que cette prise de conscience existe. Ce qui importe maintenant, c'est de continuer à encourager les pays fournisseurs d'effectifs de police à poursuivre ces efforts et à veiller à ce qu'il y ait une formation adéquate pour les policières et les supérieurs. Nous devons aussi sensibiliser la population à l'importance d'un environnement de travail favorable aux femmes afin de promouvoir l'inclusion des femmes dans nos contingents et nos forces de police.

Une autre question a été posée en ce qui concerne la prise en compte des questions de genre. Je pense que c'est une question de formation et d'analyse. Nous nous efforçons continuellement d'améliorer la formation aux questions de genre – j'en ai parlé tout à l'heure – et nous avons des conseillers pour la problématique hommes-femmes et d'autres membres de notre mission qui se livrent à des analyses de conflits sous cet angle.

Le représentant des États-Unis a posé une question sur les lacunes importantes que nous constatons encore dans les unités que nous souhaitons déployer. J'en

mentionnerai quelques-unes. Tout d'abord, je pense qu'il est juste de dire que nous avons toujours un manque d'équipement. Il a été fait référence à certaines unités qui ne disposent pas d'équipement de protection clef, notamment, dans certains cas, des véhicules résistant aux mines. À cet égard, si le pourcentage d'unités ayant de graves insuffisances en termes d'équipement a diminué à l'échelle mondiale, nous devons néanmoins poursuivre nos efforts. Comme le Conseil le sait, nous promouvons toutes sortes de moyens novateurs pour combler ces lacunes, notamment le concept de pays fournisseurs d'équipements ou tout autre type de partenariat.

Je voudrais également mentionner deux domaines importants. J'ai déjà évoqué le premier, à savoir l'importance de poursuivre nos efforts pour accroître le nombre de femmes dans nos unités. Le deuxième concerne l'aspect linguistique. Trop souvent, nous sommes dans une situation où il n'y a pas suffisamment d'unités de police constituées et, en particulier, de policiers ayant les compétences linguistiques nécessaires dans les zones où nous déployons des opérations de maintien de la paix. Je pense au français et à l'arabe. Nous encourageons les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, en particulier ceux qui ne sont ni francophones ni arabophones, à faire un effort particulier pour former au moins certains de leurs policiers dans ces langues. Bien sûr, il est également très important d'avoir des compétences supplémentaires dans les langues locales. Je pense que la question des langues est globalement importante dans nos opérations de paix, mais elle l'est encore plus lorsqu'il s'agit de la police, et nous encourageons vivement nos pays fournisseurs de forces de police à poursuivre leurs efforts linguistiques, un domaine qui, d'ailleurs, se prête à des partenariats.

Le Président *(parle en anglais)* : Je remercie M. Lacroix de ses précisions.

M. Lacroix a brièvement évoqué les défis auxquels font face les policières. C'était d'ailleurs une question qui a été posée à M^{me} Mary Gahonzire. Je l'invite donc à nous faire part de ses réflexions à ce sujet. Je lui donne deux ou trois minutes pour le faire.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Gahonzire.

M^{me} Gahonzire *(parle en anglais)* : On m'a interrogée sur les difficultés rencontrées par les femmes en tenue dans les missions de paix. Tout d'abord, je tiens à remercier nos dirigeants de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue que la Division de la police est en train de mettre en œuvre. Nous avons

une feuille de route et espérons pouvoir atteindre nos objectifs en déployant les femmes ayant les compétences et les qualifications requises aux bons endroits.

Cependant, comme on me l'a demandé, sur le terrain, certaines des difficultés spécifiques sont liées à la santé, du fait des caractéristiques propres aux femmes, et aux infrastructures qui, dans la plupart des cas, ne sont pas adaptées à leurs besoins. Je peux également dire qu'il existe des stéréotypes perpétués par les États Membres, alors même qu'ils ont rejoint l'initiative Action pour le maintien de la paix. À part cela, les efforts se poursuivent et nous sommes sur la bonne voie.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Gahonzire de ses précisions. Je suis certain que toutes les missions prennent des mesures en ce sens.

Un certain nombre de questions ont été posées à M. Abdounasir, et je l'invite à prendre environ une minute pour répondre à chacune d'entre elles.

Je donne maintenant la parole à M. Abdounasir.

M. Abdounasir : Je voudrais d'abord remercier les différents membres qui ont salué l'attribution du prix de Policière des Nations Unies de l'année à une collègue de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). C'est l'une des valeurs ajoutées qu'apportent les policières, non seulement sur les questions de violence sexuelle, mais également sur les questions de la prise en charge des victimes et du suivi des cas.

Je voudrais aussi ajouter qu'en dépit de tous nos efforts, la violence sexuelle en République démocratique du Congo continue d'être un défi. Nous nous concentrons essentiellement sur l'appui aux autorités locales, telles que la Police nationale congolaise et le système de justice, pour que les auteurs de ces actes soient poursuivis. Je voudrais mentionner aussi que nous avons des capacités très limitées. Nous représentons, en tant que police des Nations Unies, moins de 1 % de la Police nationale congolaise, raison pour laquelle nous ciblons nos actions dans des zones prioritaires pour essayer d'avoir un impact.

Concernant la question de la chaîne pénale, d'une manière générale, nous travaillons avec la section justice et administration pénitentiaire dans le cadre des questions touchant l'état de droit et de concert avec les autres partenaires, tels que l'Union européenne, pour

aider les autorités congolaises à élaborer des plans stratégiques et des plans d'action aux niveaux local et provincial.

En ce qui concerne l'Ebola qui sévit en République démocratique du Congo dans des parties du territoire où se trouvent des groupes armés, la police de la MONUSCO travaille depuis le début de l'épidémie. Fort heureusement, nous constatons aujourd'hui une diminution constante du nombre de cas, la police de la MONUSCO continuant d'apporter une valeur ajoutée dans le cadre du suivi des contacts. Nous appuyons les autorités congolaises pour suivre les contacts à haut risque, ce qui nous a évité jusqu'à aujourd'hui des déplacements de personnes. On en a toujours, mais techniquement, on arrive à les suivre, et, bien entendu, à les amener dans les centres de soin.

Pour répondre à la question de la représentante de la Belgique concernant la valeur ajoutée de l'Union européenne, mon expérience au Congo, au Mali mais aussi en Côte d'Ivoire auparavant a été qu'une très grande collaboration avec l'Union européenne nous a permis de développer la partie formation des forces de défense et de sécurité et, surtout, un cadre de lieux de formation. Que ce soit en Côte d'Ivoire, au Mali ou au Congo, l'Union européenne nous a aidés à développer des centres de formation, ainsi que des cours de formation.

Mon dernier point concerne la possibilité que les unités de police puissent remplacer les militaires et, particulièrement, où. Si je comprends bien, la question de la protection des civils est une question de sécurité publique. Nous pensons que c'est une question qui est plus à la portée de la police en général et de la police de la MONUSCO particulièrement. Dans des provinces comme les Kasaï, le Tanganyika ou une partie de l'Ituri, la police des Nations Unies a sa place pour relever les différents contingents et faire un travail de qualité avec, j'en suis personnellement convaincu, de meilleurs résultats.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Abdounasir de ses éclaircissements.

Je donne maintenant la parole à M. Yacouba pour qu'il réponde aux questions qui lui ont été posées.

M. Yacouba : Je remercie les représentants de leurs questions. La première question est relative au renforcement des capacités au profit des forces de sécurité maliennes. J'ai dit dans mon exposé que l'appui est multiforme, et ce, parce que les besoins sont également énormes. Donc, les formations que nous

assurons sont vraiment en fonction des besoins et de la nature des tâches que la police, la gendarmerie ou la garde nationale et la protection civile auront à mener. Nous avons assuré une série de formations, mais nous avons également réalisé des projets de construction pour permettre le déploiement d'équipements dans le nord et le centre. Nous assurons aussi, actuellement, des formations très pointues dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée. En ce moment, nous avons sur place trois équipes spécialisées : une équipe spécialisée allemande, une équipe spécialisée franco-allemande, et une autre équipe qui assure toute la formation en matière polytechnique et scientifique. Voilà les domaines dans lesquels nous intervenons.

L'appui se fait également en termes de conseil. À cet égard, dans de nombreux domaines, comme cela a été si bien dit, nous travaillons également en partenariat avec la Mission politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali), où nous avons les mêmes clients. Donc, à ce niveau, il y a l'appui sous forme de conseil et l'appui opérationnel sur le terrain, comme, par exemple, quand il y a eu les massacres dans le village peul de Koulogon, à Ogossagou et à Sobane Da, et même quand il y a eu l'attaque du camp militaire. Donc, la seule structure où il y a la capacité, comme cela a été si bien dit – en matière polytechnique et scientifique, c'est au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), où nous avons aidé à être sur le terrain, aidé à collecter les données et également à analyser ce renseignement. L'analyse que nous faisons se situe donc à deux niveaux : d'abord, pour les besoins de la poursuite à travers notre unité de soutien à la lutte contre la criminalité transfrontalière organisée, mais également pour des besoins de prévention. C'est là où, effectivement, le Ministère malien de la sécurité et de la protection civile a créé le Centre d'analyse et de fusion du renseignement, où nous avons formé le personnel. Nous sommes en train d'y travailler également avec EUCAP Sahel Mali et l'attaché à la sécurité intérieure de la France, pour que nous puissions aider à mieux répondre, parce que souvent, des alertes sont données, mais on ne sait pas ce qui n'a pas fonctionné. Les populations disent avoir donné l'alerte, mais les forces sont intervenues le lendemain. C'est donc par rapport à cela que nous apportons également cet appui à nos partenaires maliens.

Les membres ont également demandé quel est l'apport des unités de police constituées. Je peux prendre l'exemple de la région de Mopti, où nous

couvrons effectivement, rien que pour la ville de Mopti, et en attendant le déploiement d'une deuxième unité de police constituée, tous les cercles sauf les zones immergées, naturellement, et nous menons des patrouilles conjointement avec les forces maliennes, particulièrement la gendarmerie. À ce niveau, également, je peux préciser que la force de la Mission et nous avons un partenariat avec les Maliens, qui ont une opération qui a été menée, mais il y a un « box » à l'intérieur duquel la MINUSMA œuvre. Je pense que, à ce niveau, on peut vérifier que les « boxes » tenus par la MINUSMA ont vu moins de criminalité.

Je peux également dire, pour l'évaluation de ce que nous avons fait, en termes de formations et en termes d'appui aux autorités maliennes, que, lors des dernières élections, là où il y a eu le moins d'incidents et où les élections se sont bien déroulées, c'est là où, effectivement, grâce aux efforts que nous avons faits avec EUCAP Sahel Mali pour former des pôles de sécurité, il y avait un dispositif de sécurité. Je pense que tout cela représente une plus-value que l'on peut, à ce niveau, reconnaître.

Un aspect qui a également été soulevé concerne l'interaction avec les groupes armés. Je situe cette question à deux niveaux. D'abord, il y a les groupes armés signataires de l'Accord. Il y a donc, à cet égard, des structures à travers lesquelles nous travaillons. Par exemple, pour la politique territoriale, nous avons eu à travailler pour leur expliquer, en fait, en quoi consiste la politique territoriale et quel pouvait être son ancrage dans le cas de la réforme du secteur de la sécurité. Voilà, en somme, les préoccupations que nous avons partagées à ce niveau-là.

Une question a été posée sur la non-implication de la police dans les questions de police et des droits de l'homme. Il faut reconnaître que la police joue un rôle assez central. Quand on se réfère à la résolution 2382 (2019), toutes les questions liées à la réforme du secteur de la sécurité sont éminemment politiques. Là, en ce moment, s'agissant des élections, puisque la police apporte aussi un soutien à cet égard, c'est une question politique mais qui peut avoir des incidences.

En ce qui concerne les droits de l'homme, la protection des droits de la personne – la protection des personnes –, c'est le cœur de métier de la police. Nous devons promouvoir le respect des droits de l'homme dans toutes les activités que nous menons, telles que la lutte contre les violences faites aux femmes et aux mineurs. Nous sommes tenus également, dans

la contribution que nous apportons, au respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. Voilà les questions sur lesquelles je voulais apporter quelques précisions.

Maintenant, s'agissant des difficultés, naturellement, si on doit répondre – je pense que M. Lacroix a déjà donné les réponses appropriées – il s'agit vraiment d'avoir les expertises nécessaires. Mais compte tenu de la centralité du rôle de la police et de sa transversalité, il y a d'énormes besoins. On a vu, effectivement qu'il faudrait changer d'approche. On a vu partout la limite de l'approche militaire. Il faut mettre l'accent sur l'approche sécuritaire, en allant vers une approche de police de proximité. C'est-à-dire qu'on ne peut pas gérer de loin les questions de sécurité. Il faut une sécurité de proximité. Le terme « de proximité » signifie qu'il faut se déployer au plus près des populations pour les servir au mieux. Cela appelle également à des questions d'inclusivité, pour que toutes les couches soient représentées. Il ne s'agit pas simplement d'avoir des forces aux côtés de la population, mais la qualité du déploiement dépendra de la perception de la population pour mieux coopérer et avoir des échanges d'informations.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yacouba de ses éclaircissements.

Je vais maintenant donner la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent poser des questions supplémentaires.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Lacroix, et en particulier tous les intervenants qui opèrent sur le terrain, de leurs exposés instructifs. Nous leur sommes profondément reconnaissants et les remercions sincèrement de leurs précieuses contributions aux missions des Nations Unies. Les milliers de policiers du maintien de la paix méritent notre gratitude et notre reconnaissance les plus profondes, et nous apprécierions que les intervenants transmettent ce message à toutes les personnes avec qui ils travaillent.

Les exposés ont une fois de plus souligné le rôle multiforme que joue la police dans le cadre des opérations de paix. La police est indispensable à la stabilisation des États fragiles et à la mise en place des structures de sécurité. L'Allemagne est convaincue que le besoin de déployer les forces de police des Nations Unies va croissant. Elle continue d'appuyer fermement le renforcement de la police des Nations Unies. Elle

déploie actuellement du personnel de police au sein de plusieurs opérations de paix, notamment, comme cela a été mentionné il y a quelques minutes, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), à laquelle elle fournit une équipe de police spécialisée. Nous sommes également heureux d'appuyer la police des Nations Unies par d'autres moyens que la fourniture de personnel – par exemple, en finançant la récente formation des commandants de police des Nations Unies à Berlin et la Force de police permanente à Brindisi. Nous sommes également très fiers de présider le Groupe des Amis de la police des Nations Unies ici même à New York.

Nous avons entendu dans tous les exposés à quel point la police des Nations Unies est importante et le rôle absolument crucial qu'elle joue dans les activités de maintien de la paix des Nations Unies, ce qui est presque un truisme. Cependant, si le Conseil de sécurité voulait savoir si nous exploitons pleinement le potentiel de la police des Nations Unies, la réponse serait probablement non. Je pense que nous pouvons faire mieux et que nous n'avons toujours pas exploité pleinement le potentiel de la police des Nations Unies à tous les niveaux. La police dispose de nombreux avantages uniques. La police des Nations Unies joue un rôle crucial dans toutes les phases des conflits, ce qui me paraît extrêmement important. Elle joue un rôle important dans la prévention, la stabilisation et la consolidation de la paix après les conflits. Par conséquent, la police des Nations Unies doit également être prête à conseiller les gouvernements et le système des Nations Unies hors du contexte des missions. Je pense que c'est une observation très importante. Je vais avancer quelques idées sur les mesures que nous pourrions envisager de prendre pour améliorer et renforcer la police des Nations Unies.

Premièrement, le renforcement des capacités et des services consultatifs de la police des Nations Unies est important en matière de prévention. La police des Nations Unies est un outil de prévention de première classe qui reste sous-utilisé et devrait l'être de manière plus systématique et stratégique.

Deuxièmement, les chefs de la police jouent un rôle important que nous devons continuer de renforcer. Il est indispensable que nous intégrions cela aux mandats de façon aussi rapide et globale que possible.

Troisièmement, le niveau des conseils en matière de police doit être augmenté au sein du système des Nations Unies. La Division de la police doit occuper une place appropriée au sein du système. La police n'est

pas une simple annexe; elle joue un rôle essentiel dans la pérennisation de la paix, qui doit être dûment reflétée dans les structures de l'Organisation. Des mesures d'envergure ont été mises en place à cet effet, mais nous estimons qu'il est nécessaire et possible de faire plus.

Quatrièmement, comme l'ont déjà souligné de nombreux orateurs, le nombre de policières du maintien de la paix doit augmenter. Ceci est particulièrement important dans le contexte des activités de police de proximité et des opérations de maintien de la paix. Il est crucial que les activités de police soient adaptées aux priorités afin de prendre en compte les besoins différents des femmes et des hommes, des filles et des garçons en matière de sécurité. Le taux actuel de 18 % est un bon niveau, mais il n'est pas suffisant. Nous pouvons certainement tous faire mieux. Nous accueillons avec une grande satisfaction les objectifs ambitieux du Secrétaire général à cet égard.

Cinquièmement, la police joue un rôle essentiel durant les phases de transition des opérations de paix. Il est important que les conseils en matière de police soient pris en compte de façon plus stratégique par le Conseil dès le début.

Avant de conclure, je souhaite poser une question à M. Yacouba, de la MINUSMA. Nous avons déjà entendu quelques idées et recommandations, mais je suis particulièrement intéressé par la question suivante. Nous avons malheureusement constaté une très forte augmentation du nombre d'attaques terroristes au Mali au cours des derniers mois. Jusqu'à présent, je pense que c'est principalement l'armée qui s'est chargée de ce problème. J'aimerais savoir s'il envisage ou recommande que la police des Nations Unies joue un rôle plus important dans la lutte contre le terrorisme au Mali.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Lacroix, et tous les intervenants de leurs exposés très détaillés. Je tiens également à rendre hommage à tous les policiers du maintien de la paix pour leur travail remarquable, leur service et leur dévouement à la cause de la paix.

La contribution des forces de police au maintien de la paix est devenue un élément important des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Alors que ces opérations sont confrontées à des problèmes de plus en plus complexes, la portée de leurs tâches s'élargit et englobe la protection des civils, la lutte contre la criminalité transnationale et le renforcement des

capacités des forces de police locales. Dans ce contexte, je voudrais souligner trois points pertinents.

Premièrement, pour s'acquitter efficacement de leur mandat, les policiers du maintien de la paix des Nations Unies doivent collaborer activement avec les communautés locales. L'action communautaire est cruciale pour gagner la confiance des populations locales. Une collaboration étroite avec les communautés locales contribue également à mettre au point des systèmes d'alerte rapide et à renforcer le suivi et le renseignement en matière de police. Les policiers du maintien de la paix doivent donc s'investir pour établir des relations avec les communautés qu'ils servent. À cette fin, ils doivent avoir des capacités de communication et comprendre la culture locale en sus de leurs compétences en matière de maintien de l'ordre. Ces mesures doivent s'inscrire dans le cadre de notre action globale visant à continuer de renforcer les capacités du personnel des opérations de maintien de la paix. C'est dans ce contexte que, durant sa présidence du Conseil de sécurité en mai, l'Indonésie a initié la déclaration présidentielle S/PRST/2019/4, qui porte sur la formation et le renforcement des capacités des opérations de maintien de la paix.

Deuxièmement, le rôle de la police des Nations Unies dans la consolidation et la pérennisation de la paix doit être renforcé. Le renforcement de l'état de droit fondé sur la réforme de la police est une des tâches essentielles de la police des Nations Unies dans les situations de sortie de conflit. La principale préoccupation doit être la prise en compte des besoins, des capacités et des priorités des pays hôtes, ainsi que l'appropriation nationale. Il convient également de rappeler la portée vaste et globale de l'initiative Action pour le maintien de la paix, qui va de la promotion de solutions politiques et du renforcement de l'impact politique du maintien de la paix au renforcement des partenariats. Tous les éléments doivent être complémentaires. L'Indonésie se tient prête à partager son expérience et à contribuer à cette entreprise importante.

Troisièmement, nous devons redoubler d'efforts pour augmenter la participation des femmes aux activités de police du maintien de la paix. La présence de policières améliorera la performance des unités de police des Nations Unies, notamment en matière de protection des civils et de lutte contre la violence sexuelle. L'Indonésie appuie fermement une représentation accrue des femmes dans le maintien de la paix. Il faut indubitablement accentuer les efforts afin d'augmenter leur représentation à tous les niveaux

de la police des Nations Unies – par exemple, ce que nous avons souligné il y a quelques jours avec la Vice-Secrétaire général Amina Mohammed (voir S/PV.8657), concernant la nécessité d'accorder une attention particulière aux besoins des policières sur le terrain, notamment en ce qui concerne les kits de déploiement, les zones de vie et les congés dans les foyers.

L'Indonésie contribue de longue date aux activités de police du maintien de la paix des Nations Unies. Actuellement, 326 policiers indonésiens participent à six missions de maintien de la paix des Nations Unies, notamment deux unités de police constituées déployées au sein de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, et des policiers déployés au sein de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda. Nous nous tenons prêts à déployer des policiers spécialisés dans des domaines tels que les enquêtes, les crimes graves et la criminalité organisée, la violence sexuelle et sexiste et les activités de police communautaires.

Je souhaite poser quelques questions aux intervenants. Aux trois chefs de police, quels sont les problèmes les plus pressants auxquels sont confrontées leurs missions respectives en vue de s'acquitter de leurs mandats de maintien de l'ordre? Que peut faire le Conseil pour régler ces problèmes? Qu'a-t-on entrepris afin d'améliorer la communication avec les communautés? Quels sont les défis dans ce domaine? Dans quelle mesure empêchent-ils l'accomplissement des mandats des missions?

Enfin, je tiens à souligner qu'à chaque fois que nous exposons nos hommes et nos femmes au danger dans le cadre d'une mission des Nations Unies, nous leur disons de toujours porter leur béret bleu ou leur casque bleu avec fierté, honneur et dignité, car ils servent tous l'humanité et sauvent des vies. Je salue tous les Casques bleus ici présents, ainsi que ceux qui servent sur le terrain.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants d'aujourd'hui de leurs contributions à notre débat. Le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix nous a donné un aperçu stratégique de la situation, preuve de la perspective plus large dont

le Conseil de sécurité a besoin dans ses délibérations. Au cours de leurs exposés, les chefs de la police civile nous ont dépeint les défis quotidiens auxquels les policiers sur le terrain se heurtent, ainsi quelles résultats qu'ils obtiennent. Je voudrais également remercier la présidence d'avoir invité M^{me} Marie-Joseph Fitah-Kona, qui nous a fait part du point de vue très précieux d'un pays hôte. Cela est essentiel pour établir des partenariats qui, du point de vue de la police des Nations Unies, sont fondamentaux pour comprendre les défis actuels et nouveaux et, en fin de compte, pour exécuter efficacement le mandat des missions des Nations Unies.

L'importance de la police des Nations Unies dans le maintien de la paix a été soulignée dans l'examen externe de 2016 de ses fonctions, de sa structure et de ses capacités, prescrit par la résolution 2185 (2014), et réitérée récemment dans le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de la Division de la police (S/2018/1183). Elle est aussi reflétée dans l'un des thèmes de la Semaine de la police des Nations Unies de cette année, dans lequel la police des Nations Unies est perçue comme le prestataire de services à l'échelle du système. Cependant, même si pour nous cette importance grandissante est synonyme d'amélioration du système, elle s'accompagne de nombreuses tâches et responsabilités pour la Division de la police, ici au Siège de l'ONU. À cet égard, ma première question s'adresse aux chefs de la Division de la police. La police des Nations Unies est-elle déjà en mesure de fournir ces services en termes d'effectifs et de qualité de ses équipements? Et quels sont les trois capacités ou outils les plus nécessaires pour assumer cette tâche?

Je voudrais – ce sera mon deuxième point – me pencher sur la question de la responsabilité de protéger et la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et demander aux chefs de la police civile s'ils constatent déjà des résultats sur le terrain. Cela dit, et compte tenu des engagements pris par les pays fournisseurs de personnel de police il y a un an, j'aimerais savoir si les chefs de la police civile disposent des capacités et des compétences nécessaires pour s'acquitter efficacement du mandat de leur mission. Je pense notamment à des capacités aussi fondamentales que les compétences linguistiques et les aptitudes à la communication, ainsi qu'à la participation véritable des policières à la police de proximité. Mais je remercie le Secrétaire général adjoint Lacroix, qui a déjà répondu à ma question.

Pour terminer, je tiens à souligner l'importance du rôle de la composante Police dans le règlement des crises et la pérennisation de la paix. Hélas, nous ne disposons pas de ressources illimitées, c'est pourquoi les tâches dont s'acquitte la police, qui peuvent être déterminantes, doivent s'inscrire dans le cadre d'une approche systématique, ce qui permettrait d'utiliser plus efficacement les ressources limitées des missions grâce à un effet de synergie.

M. Asumu Abeme (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, M. Jean-Pierre Lacroix, de l'exposé excellent et circonstancié qu'il a fait au Conseil de sécurité, lequel nous a de nouveau donné des informations détaillées sur l'évolution actuelle des opérations de maintien de la paix, à la suite des changements introduits par le Secrétaire général pour renforcer l'intégrité, la structure, les équipements et les capacités humaines, en vue de relever les nouveaux défis avec diligence, efficacité et cohérence.

Je souhaite également saluer le travail remarquable accompli par la Conseillère du maire du troisième arrondissement de Bangui, M^{me} Marie-Joseph Fitah-Kona; la cheffe de la police civile de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, M^{me} Mary Gahonzire; le chef de la police civile de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, M. Issoufou Yacouba; et le chef de la police civile de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, M. Awale Abdounasir. Nous remercions également la présidence britannique d'avoir inscrit cette importante question à l'ordre du jour du Conseil. C'est l'occasion pour nous tous de débattre et d'analyser l'évolution actuelle des opérations de maintien de la paix à la suite des réformes lancées par le Secrétaire général.

Comme chacun sait, dans le cadre des opérations de maintien de la paix, la police est l'un des outils les plus efficaces dont dispose l'ONU pour garantir, préserver et consolider la paix. Il est donc évident, au regard de l'ampleur de ses responsabilités, qu'elle a besoin de la meilleure formation et du meilleur matériel qui soient et que ses membres doivent répondre à des normes de conduite très strictes. Ainsi, au niveau mondial, mon gouvernement salue le travail accompli par la police dans les missions de maintien de la paix pour consolider la paix à tous les stades des conflits. Nous comprenons que la police incarne et appuie la survie des populations

pendant les conflits en appliquant, protégeant et appuyant la loi et en contrôlant sa mise en œuvre. La police est au plus près de la population civile et connaît les difficultés auxquelles elle se heurte, c'est pourquoi nous pouvons dire qu'elle a pour fonction de garantir la sécurité des citoyens. Les services de police doivent être efficaces, efficients, représentatifs, réceptifs et responsables afin de servir et de protéger la population.

L'initiative Action pour le maintien de la paix renforce le maintien de la paix grâce à l'action collective des agents du maintien de la paix, ce qui inclut tous les États Membres, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, les contributeurs financiers, les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, les pays bénéficiaires, les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales, la société civile et le Secrétaire général. Dans ce contexte, mon pays, la Guinée équatoriale, se félicite de toutes les modifications apportées par le Secrétaire général et de toutes les mesures qu'il a prises, ainsi que des progrès réalisés pour mieux équilibrer les capacités des opérations de maintien de la paix. Nous considérons qu'il s'agit là d'une transformation couronnée de succès, qui s'est traduite par des progrès considérables dans la recherche de solutions politiques aux conflits et par une plus grande efficacité politique du maintien de la paix.

Dans l'esprit de la présente séance, nous voudrions poser quelques questions. Nombre d'entre elles ont déjà été formulées par d'autres orateurs, mais certaines n'ont pas encore été posées. Premièrement, globalement, quels sont les obstacles à la pleine intégration des femmes dans les opérations de maintien de la paix? A-t-on évalué les obstacles auxquels elles se heurtent dans les différentes zones géographiques? Deuxièmement, quel est l'impact des opérations de maintien de la paix sur le terrain à la suite des changements apportés dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix?

Enfin, je tiens à dire que la Guinée équatoriale demeure fermement déterminée à continuer d'appuyer toutes les initiatives de paix, qu'il s'agisse de prévention ou de maintien et de consolidation de la paix à tous les niveaux. Dans le même temps, nous rendons hommage aux femmes et aux hommes courageux qui se battent chaque jour, au sein des missions de maintien de la paix, pour garantir la paix et la sécurité internationales et sauver des vies humaines.

M. Almunayekh (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint Lacroix, M^{me} Fitah-Kona et les chefs de police des missions de

maintien de la paix en République démocratique du Congo, à Abyei et au Mali. Je voudrais aborder trois questions au cours du débat d'aujourd'hui : le caractère central de l'action de la police des Nations Unies, le rôle qu'on attend d'elle et l'importance de la participation des femmes aux opérations de paix.

En ce qui concerne le caractère central du travail de la police des Nations Unies, la présence des chefs de la police au Conseil aujourd'hui, et chaque année, à l'occasion de la Semaine de la police des Nations Unies, témoigne de la confiance constante du Conseil de sécurité dans l'importance croissante des activités de police dans les opérations de paix, soit pour garantir une transition en douceur dans les pays qui sortent d'un conflit, soit dans le cadre du renforcement des capacités et de la réforme du secteur de la sécurité, notamment les établissements correctionnels. Ces opérations multidimensionnelles ont été créées pour faire face à des conflits multidimensionnels, qui ont des effets multiples sur la société, ce qui exige une diversification des instruments de maintien de la paix en fonction des pays. C'est la raison pour laquelle le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2382 (2017), qui souligne la nécessité d'inclure les activités de police dans la planification des opérations de maintien de la paix.

S'agissant du rôle qu'on attend de la police des Nations Unies, le maintien de la paix évolue en fonction de la nature des conflits, et les besoins et attentes en matière de maintien de l'ordre évoluent également conformément aux trois principes du maintien de la paix. Par conséquent, il ne faut pas attendre la fin des opérations de maintien de la paix pour examiner la possibilité de déployer la police des Nations Unies. Nous devons être guidés par la résolution 2382 (2017) et veiller à ce que la police intervienne au cas par cas, lorsque nous envisageons la mise en place des opérations de paix. Nous saluons le rôle que jouent les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, ainsi que les efforts qu'ils déploient pour réhabiliter et former les soldats de la paix, tout en insistant sur les principes de discipline et de responsabilité à tous les niveaux.

En ce qui concerne l'importance de la contribution des femmes aux opérations de paix, les femmes jouent un rôle essentiel à toutes les étapes du conflit. Par ailleurs, les femmes au sein de la police des Nations Unies apportent une contribution particulièrement importante aux efforts de communication avec les communautés locales et les victimes de violence ou d'abus, ainsi qu'en offrant une consolation et une protection qui ne sont

possibles que grâce à la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix. Il faut donc maintenir et renforcer cette participation. À cet égard, nous tenons à féliciter le Sénégal et la commandante Diouf pour le prix de Policière des Nations Unies de l'année qui lui a été attribué, qui témoigne de l'efficacité des policières.

En conclusion, mes collègues ont soulevé de nombreuses questions importantes et nous avons suivi les réponses des intervenants. Je voudrais simplement souligner ce que mes collègues ont dit au sujet du rôle qui incombe au Conseil de sécurité, pour permettre à la police des Nations Unies de s'acquitter pleinement de ses responsabilités.

M. Ugarelli (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance et des exposés importants présentés par le Secrétaire général adjoint Lacroix, les chefs des composantes Police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), et la conseillère municipale de Bangui.

Tout d'abord, nous reconnaissons le rôle important que jouent les effectifs de police dans les opérations de paix de l'ONU et leur capacité d'action pour maintenir, consolider et pérenniser la paix dans les pays où ils sont déployés. Dans cette optique, le Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix est un outil essentiel pour élaborer des directives communes d'action qui peuvent être reproduites dans les processus de gestion, de recrutement et de formation, et dans les mécanismes d'évaluation des résultats. Nous soulignons, à cet égard, le rôle fondamental que jouent la promotion, la protection et le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, principe qui est intégré dans tous les aspects de l'action de la police des Nations Unies. Cela se traduit notamment par le renforcement des institutions et des capacités nationales appelées à rétablir et à maintenir la sécurité et l'ordre public, et à garantir l'accès à la justice et le respect du principe de responsabilité pour les crimes commis.

Dans le cas de la MINUSMA, la protection des civils et des plus vulnérables joue un rôle primordial, tout en contribuant à la réduction de la violence intercommunautaire et au rétablissement de la présence de l'État sur l'ensemble du territoire. Le chef de la

police, M. Yacouba, a évoqué certaines stratégies visant à contribuer à la création et au renforcement de la présence de la police dans différentes localités du pays. À cet égard, je voudrais lui demander quels sont les principaux obstacles qu'ils rencontrent dans la réalisation de cet objectif.

Dans le même temps, nous soulignons qu'il importe de renforcer les capacités de participation, d'interaction et de respect de la société civile, en vue de renforcer la confiance au sein de la population. Cela est essentiel pour contribuer à créer les conditions permettant d'appuyer les processus politiques en cours, par exemple en expliquant les accords nationaux à la population locale en République centrafricaine, ce qui est impératif dans le contexte actuel, en vue de réduire la violence qui persiste dans le pays, tout en encourageant la participation des autorités locales. À cet égard, je voudrais consulter la conseillère municipale Fitah-Kona au sujet de son expérience avec les effectifs de police déployés à Bangui et leurs efforts pour nouer des relations étroites avec la population locale, en vue de mettre en place des systèmes plus efficaces de prévention, d'alerte rapide et de renseignement policier, et au sujet de la manière dont ces liens pourraient être renforcés pour atteindre ces objectifs. De même, et comme d'autres délégations l'ont déjà souligné, la contribution des femmes à ces processus n'est plus une simple recommandation utile mais un paradigme de mise en œuvre efficace et nécessaire, notamment pour établir des contacts avec les communautés locales et les organisations de la société civile, aussi bien de femmes que de jeunes.

Nous remercions la cheffe de la police de la FISNUA, M^{me} Gahonzire, des informations qu'elles nous a communiquées sur la coordination avec les comités conjoints de sécurité pour faire face à la présence des groupes armés. Nous aimerions lui demander quelle est la participation des policières dans ce contexte, en particulier dans la promotion du dialogue et dans le rapprochement avec les communautés locales. Un autre élément central des fonctions de la police des Nations Unies est l'appui qu'elle apporte à la lutte contre la criminalité organisée, qui affaiblit le cadre institutionnel nécessaire pour pérenniser la paix, qui a souvent une portée transnationale et qui, dans de nombreux cas, favorise la corruption et a des liens avec le terrorisme. Dans le contexte de ce que nous avons entendu, nous voudrions demander au chef de la police de la MONUSCO, M. Abdounasir, comment il a coordonné, aux niveaux régional et sous-régional, la mise en place

des synergies efficaces pour lutter contre ce fléau, ce qui implique également de démanteler la dynamique du soutien logistique.

Pour terminer, nous voudrions rendre de nouveau hommage aux milliers de policiers qui accomplissent un travail complexe et important en faveur de la paix et de la sécurité dans diverses missions créées par le Conseil dans des pays touchés par des conflits, en particulier ceux qui ont donné leur vie pour la cause de la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Les activités de police jouent un rôle essentiel et, alors que nous examinons et approfondissons notre compréhension de la consolidation de la paix, ce rôle est aujourd'hui plus important que jamais, étant donné qu'il est souvent plus efficace de faire appel à la police dans ce contexte qu'aux contingents, comme cela a été le cas pendant longtemps. M. Lacroix a parlé des fonctions de liaison avec les États de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour lorsqu'il a évoqué le Soudan dans ses observations liminaires. À cet égard, je pense qu'à l'heure où nous envisageons le passage du maintien de la paix à la consolidation de la paix au Soudan, une composante Police sera essentielle pour la mission qui prendra le relais. Il serait souhaitable d'entendre ses commentaires sur ce point.

Si nous voulons que la police des Nations Unies reste efficace, que nous soyons membres du Conseil, pays fournisseurs d'effectifs de police ou chefs de police, nous devons écouter les policiers sur le terrain et examiner dans quelle mesure la réforme peut apporter des changements concrets. Notre collègue allemand a dit que la police des Nations Unies n'a pas encore atteint son plein potentiel; je partage son avis. Le Royaume-Uni appuie fermement les résolutions 2185 (2014) et 2382 (2017) et l'examen indépendant des fonctions, de la structure et des capacités de la Division de la police des Nations Unies réalisé en 2016, même s'il faut faire plus pour donner suite à toutes les recommandations formulées dans ce cadre. Nous pensons que le récent rapport du Secrétaire général sur les activités de police (S/2016/952) offre l'occasion de faire le point sur les différents volets de la réforme et de définir un plan précis pour l'avenir. Il y a deux domaines que je voudrais brièvement mettre en avant.

Premièrement, le Royaume-Uni souhaite que les recommandations relatives aux activités de police soient

pleinement intégrées dans les processus de planification des missions afin de veiller à ce qu'on tienne compte des compétences de la police au moment de la prise de décisions et tout au long du cycle de vie d'une mission. Autrement dit, cela signifie que les experts de la police doivent être présents à la table et être écoutés. Cette action doit s'appuyer sur une solide capacité d'analyse.

Deuxièmement, nous voulons que les missions des Nations Unies continuent de contribuer au renforcement du maintien de l'ordre dans les États hôtes — certains des chefs de police nous en ont parlé aujourd'hui — et ce sur la base d'une évaluation des besoins et des capacités des États hôtes. Nous pensons que pour assurer un effet maximal, la police doit compter sur les bons spécialistes dans les bonnes disciplines nécessaires au bon endroit. Nous encourageons donc la Division de la police à améliorer son processus de recrutement et le déploiement qui s'ensuit. Le recrutement est parfois lent et bureaucratique. Il doit se faire en fonction des compétences, des capacités et des spécialités. Il doit être transparent, équitable et ouvert, et faire la distinction entre les unités de police constituées et les fonctionnaires de police individuels ou les équipes spécialisées. Il est évident que les policiers déployés dans les missions doivent être formés selon les normes les plus élevées. Nous voulons donc que le Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix qui définit la doctrine des services de police, et tous les manuels d'orientation soient parachevés le plus tôt possible.

Je voudrais terminer en signalant que j'ai été frappé par les propos du chef de la police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, M. Yacouba, sur les relations avec la population et sur l'importance des droits de l'homme et de la confiance. Pour réussir leur mission, il est clair que les policiers doivent être en mesure d'assurer le maintien de l'ordre à l'échelle locale afin de comprendre les collectivités. Par définition, les agents de police sont des agents de la zone dans laquelle ils servent. Je pense qu'il est plus facile d'établir la confiance si les policiers reflètent la diversité de la région dans laquelle ils sont déployés pour protéger.

À l'instar de notre collègue péruvien, je voudrais connaître les vues de M^{me} Fitah-Kona sur les pratiques exemplaires relatives aux activités de police de proximité et d'établissement de la confiance. Comme d'autres l'ont dit, et, en écho aux propos de la cheffe de la police de

la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, M^{me} Gahonzire, nous voulons que des mesures soient prises contre les obstacles qui empêchent les femmes de faire partie de la police des Nations Unies. J'ai une question précise à poser au chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, M. Abdounasir, et cette question concerne les problèmes les plus urgents auxquels la police des Nations Unies est confrontée dans le contexte du récent examen stratégique du 24 septembre et la manière dont il entend les résoudre.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Nous avons eu une série de questions et de réponses à mi-parcours, et nous avons eu d'autres questions depuis. Je donne donc à nouveau la parole aux intervenants pour qu'ils répondent aux nouvelles questions qui ont été posées ou fassent d'autres observations.

Je donne la parole à M. Lacroix.

M. Lacroix (*parle en anglais*) : Je serai bref. Il y a eu quelques questions supplémentaires sur les femmes, et je suis sûr que la réponse des chefs de la composante Police à cette question comportera de nombreux éléments. Cependant, je pense qu'en ce qui concerne les mesures à prendre, nous devons non seulement augmenter le nombre de femmes dans les missions de maintien de la paix et au sein de la police des Nations Unies, mais aussi rendre l'environnement plus confortable et plus approprié pour elles. La première question à cet égard concernait l'hébergement et les installations. Je pense qu'il est tout à fait clair que, même si beaucoup d'efforts ont été fournis à cet égard et pour lesquels je tiens à saluer le rôle du Département de l'appui opérationnel, il reste beaucoup à faire pour que l'environnement physique de nos opérations de maintien de la paix soit totalement adapté aux femmes, notamment dans la police.

Le deuxième élément a trait à la question récurrente des préjugés et des fausses impressions, que le collègue à ma gauche, je pense, a soulevée. Comme je l'ai dit, concernant la nécessité d'accroître le nombre de femmes dans la police des Nations Unies, il y a une prise de conscience parmi les États Membres et sans conteste parmi nous. Toutefois, nous devons encore nous attaquer à ces préjugés et à ces fausses impressions, ce qui suppose de fournir une formation adéquate et une meilleure sensibilisation.

La Division de la police a également facilité le déploiement des femmes pour une durée plus courte, tout comme le Bureau des affaires militaires le fait également. Nous espérons que la possibilité de réduire la durée du déploiement à six mois permettra aux femmes, en particulier celles ayant une famille, d'envisager plus facilement un déploiement au sein de la police des Nations Unies.

La Division de la police a mis en place un certain nombre de programmes de formation et encouragé les femmes à s'y présenter, afin de renforcer la capacité des policières à présenter leur candidature à un poste au sein de la police des Nations Unies. Il existe également un certain nombre de séances de formation qui sont destinées uniquement aux policières. J'y ai assisté l'année dernière en Chine et j'ai été très impressionné non seulement par le niveau de la formation, mais aussi par la motivation des femmes formées et leur enthousiasme à être déployées. Je tiens également à souligner que le dernier cours à l'intention des commandants des forces de police des Nations Unies, qui a été organisé avec l'appui de l'Allemagne, comptait 50 % de femmes parmi les participants. C'est pourquoi je pense que beaucoup d'efforts sont fournis pour que plus de femmes puissent postuler et être déployées, y compris à des postes de direction.

Le Président a posé une question sur la présence de l'ONU et de l'Union africaine au Soudan, et en particulier au Darfour. Il est certain que les fonctions de liaison avec les États comportent des éléments particulièrement importants liés à l'état de droit, y compris en ce qui concerne la police. Les deux organisations sont très actives dans le renforcement des capacités. Les fonctions de liaison avec les États sont un moyen de passer du maintien à la consolidation de la paix. Comme le Conseil le sait, nous collaborons avec les autorités soudanaises au sein du groupe de travail tripartite que nous avons créé avec l'Union africaine pour déterminer, en concertation étroite avec les autorités soudanaises, quelles pourraient être les modalités et les principales priorités d'une présence de suivi. Il est un peu tôt pour en dire davantage à ce sujet, mais il semble assez clair que cette présence de suivi pourrait probablement comporter un élément important de renforcement des capacités, dans le prolongement des fonctions de liaison avec les États. Lorsque nous parlons de renforcement des capacités en matière de maintien ou de consolidation de la paix, je pense qu'il s'agit essentiellement des capacités essentielles des États

relatives à la sécurité et à l'état de droit, aussi le rôle de la police est-il très important.

Je voudrais également revenir sur ce qu'a dit le représentant de l'Indonésie au sujet de certains des éléments clefs que nous voudrions améliorer afin de renforcer les compétences et les capacités de la composante Police. J'ai déjà mentionné les problèmes de langue, ceux liés aux installations et au logement ainsi que l'accroissement du rôle et de la participation des femmes, mais je pense qu'il est également important de souligner le besoin croissant de compétences très spécifiques au sein de la police des Nations Unies, ce qui a été évoqué dans certaines déclarations. Il s'agit notamment de compétences en matière d'enquêtes criminelles, de violences fondées sur le genre et de criminalité organisée.

Ce que je voudrais dire à cet égard, c'est que la Division de la police a mis en place des groupes et des programmes de formation très spécifiques pour répondre à ce besoin croissant de certaines des compétences que j'ai mentionnées, ainsi que d'autres. Ces programmes de formation ont donc été élaborés en consultation très étroite avec les États Membres et en écoutant attentivement ce que notre mission avait à dire à ce sujet. Bien entendu, nous demandons aussi de plus en plus aux pays fournisseurs d'effectifs de police de nous envoyer des policiers qui possèdent les compétences spécifiques dont nous avons de plus en plus besoin dans le cadre de notre mission.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Fitah-Kona.

M^{me} Fitah-Kona : Je dirais que c'est précisément parce que les patrouilles ne sont pas armées qu'elles peuvent gagner la confiance de la population. Je voudrais ajouter aussi qu'il n'y a que trois femmes dans les patrouilles au niveau du quartier PK5. Nous avons donc besoin de renforcer la présence des femmes de la police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Les patrouilles sillonnent tout le quartier à pied et sans armes, ce qui renforce la confiance de la population dans cette police de proximité. J'ajoute que depuis cette crise, nos forces de sécurité intérieure ne sont pas opérationnelles et ne sont pas dans le troisième arrondissement. Grâce à la MINUSCA, toutefois, la vie a repris dans le quartier PK5, où je suis conseillère municipale.

On m'a également demandé mon mot de fin. Je voudrais dire ici qu'il faut faire plus d'efforts pour protéger les femmes qui sont dans cette police de proximité et même pour les encourager.

Je tiens aussi à dire que le désarmement doit avoir lieu dans notre pays, parce qu'il a connu des guerres. Cela permettrait de promouvoir le développement et le respect des droits humains. Il faut aussi que des élections démocratiques soient organisées dans notre pays et que les conditions de sécurité y soient acceptables.

Je termine en disant que la Centrafrique compte sur la communauté internationale : vous êtes nos frères et nos sœurs. Aidez-nous en soutenant le processus de paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Abdounasir.

M. Abdounasir : D'abord, je tenais à remercier l'ensemble des intervenants pour leurs mots à l'endroit des policiers des Nations Unies.

Concernant la question sur le crime organisé, je voudrais ajouter que la police de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) travaille en appui aux autorités locales pour mettre en place des mécanismes aux niveaux national mais également provincial et créer une synergie concernant la criminalité transfrontalière. Beaucoup a été fait, mais je dois dire que beaucoup reste à faire, étant entendu que dans une grande partie de l'est de la République démocratique du Congo, les groupes armés qui y sévissent ont des liens directs avec le crime organisé.

En ce qui concerne la question des différents défis posés par l'examen stratégique, je voudrais soulever trois points qui nous semblent essentiels.

Le premier point est la démilitarisation de la réponse, étant entendu que la question de la protection des civils dans une grande partie de la République démocratique du Congo relève plus de la sécurité que de la défense.

Notre deuxième défi en ce qui concerne l'examen stratégique a été de réconcilier la population avec les institutions étatiques, parce que la population a perdu confiance dans les autorités de l'État. Nous avons essentiellement œuvré à créer une justice de proximité et à lutter contre toutes les formes d'impunité, qui étaient la cause profonde du fossé entre la population et les structures étatiques.

Le troisième défi posé par l'examen stratégique est la question de la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire, ce qui implique, bien entendu, la police, la justice, les prisons et l'administration territoriale. Nous pensons qu'il s'agit là de tâches dont la police des Nations Unies pourrait très facilement s'acquitter, raison pour laquelle nous espérons que le Conseil recommandera une augmentation des effectifs de la police de la MONUSCO pour arriver à ces résultats.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Gahonzire.

M^{me} Gahonzire (*parle en anglais*) : Je voudrais revenir sur la promotion du dialogue et de la paix sur la base du principe de pérennisation de la paix. Cela se fait à toutes les étapes de la mission, et il est entendu que la participation de tous les acteurs est essentielle.

Pour que la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) puisse le faire, nous avons dû impliquer tout le monde, en particulier les femmes et les enfants, car on sait qu'en cas de violence, ce sont eux qui souffrent le plus. Nous avons mobilisé tous les pans de la société, notamment les femmes, les enfants, les jeunes et les chefs traditionnels et religieux. C'est grâce à cette pleine et entière participation de la société que, de concert avec les comités de protection de la population locale, nous avons pu associer tout le monde aux campagnes de prévention et de réduction du crime.

Toutefois, le problème demeure que nous n'avons pas de police hôte. Sans elle, nous ne pouvons pas faire grand-chose. La police des Nations Unies a mobilisé et renforcé les comités de protection de la population locale, qui comptent actuellement 600 participants, dont 89 femmes, partenaires essentiels, et même des écoliers. Cependant, il n'y a pas de police hôte.

L'autre point, c'est qu'en sus de nos tâches bien définies dans le mandat initial, nous devons réformer et restructurer. En 2017, la dernière main a été mise au document sur les réformes et la restructuration. Conformément à la résolution 2445 (2018), nous étions censés rencontrer les parties et mener un exercice conjoint de planification intégrée. À ce jour, les parties ont été invitées à quatre reprises et seul le Soudan a répondu. Nous avons mobilisé la population locale, mais il y a de moins en moins de policiers hors unités constituées pour l'encadrer et la conseiller. Parallèlement, nous assistons à une augmentation de la criminalité et du désordre.

En 2017, l'examen en vue de la reconfiguration de la FISNUA a été dirigé par le général Agwai, qui est maintenant à la retraite. Il en est ressorti que le mandat ne correspondait pas à la situation sur le terrain. C'est ce qui a motivé la reconfiguration.

En adoptant la résolution 2445 (2018), le Conseil a augmenté le personnel de police de 640 personnes, dont trois unités de police constituées et 148 policiers individuels. À ce jour, aucun n'a été déployé. Dans le même temps, le nombre de policiers individuels diminue. La situation justifie un maintien de l'ordre accru, mais la police des Nations Unies a fait beaucoup, et je suis heureuse de pouvoir dire que les communautés apprécient et réclament une présence renforcée de la police des Nations Unies.

Je voudrais répondre à la question, plus ou moins similaire, posée par le représentant de l'Indonésie concernant le problème le plus urgent à l'heure actuelle. Nous sommes conscients que la police des Nations Unies est un prestataire de services à l'échelle du système et qu'elle est le visage de la force pour la communauté. Nous sommes sur place. La criminalité est en hausse. Nous marchons sur une corde raide. En 2011, le Conseil de sécurité a créé la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, avec un effectif maximum autorisé de 50 policiers. Plus tard, la situation en a exigé davantage. À ce jour, il n'y a personne pour riposter à l'augmentation de la criminalité. Abyei étant une zone contestée, il n'y a pas de force de police hôte. Globalement, voilà les défis. En tant que policiers, c'est difficile.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Gahonzire pour ce complément d'informations et pour son honnêteté concernant les difficultés.

Je donne maintenant la parole à M. Yacouba.

M. Yacouba : Je remercie les membres du Conseil de sécurité de leurs questions.

J'ai retenu la question relative à l'implication ou la primauté de l'armée dans la gestion des questions de terrorisme, et l'apport de la police des Nations Unies en la matière. Effectivement, sur le terrain, l'analyse qui a été faite par tous les partenaires, c'est qu'il s'agit d'abord de questions de sécurité, qui appellent des réponses appropriées. Le Mali a déjà adopté une stratégie nationale de prévention de l'extrémisme violent et de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Il s'agit d'une approche vraiment holistique, et l'ensemble des structures ont leur rôle à jouer.

Du point de vue sécuritaire, ce sont des missions de défense civile, en se référant même aux textes sur la défense nationale. L'armée a un rôle à jouer, mais en soutien aux services de sécurité, lesquels travaillent aussi pour le compte de la justice, pour une judiciarisation des opérations. Donc, à ce niveau, je pense que la police de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies au Mali (MINUSMA), et la MINUSMA dans sa globalité, a travaillé à la mise en place de structures appropriées – j'ai nommé le pôle judiciaire spécialisé et la brigade d'investigation spécialisée, qui ont le monopole en matière de traitement de toutes les affaires de terrorisme.

Au sein des autres structures de la police et de la gendarmerie, nous avons créé des brigades de recherche, avec des capacités d'intervention sur le terrain pour la collecte des données criminelles, qui sont souvent très fugaces. Nous avons en permanence des gens qui sont prêts à être déployés sur le terrain, soit sur demande de la brigade d'investigation spécialisée soit sur demande des prévôtés sur le terrain. Donc, à ce niveau, je pense que nous avons un rôle à jouer, et nous avons même souvent des réquisitions que nous recevons directement des juges d'instruction pour les assister dans le cadre des enquêtes.

Deux questions qui se recoupent plus ou moins portent sur les difficultés de déploiement des forces de défense et de sécurité maliennes, et les obstacles à la mise en œuvre de la police de proximité. Là également, une stratégie nationale en matière de réforme du secteur de la sécurité a été adoptée. Il y a un secrétariat pour la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, mais malheureusement, c'est là que se situe le point d'ancrage. Je pense que c'est une question de volonté politique.

Un nouveau Secrétaire permanent du Conseil de sécurité nationale a été nommé il y a à peu près deux semaines. Nous osons espérer qu'il va pouvoir faire bouger les choses. Tout ce que nous sommes en train de faire, parce qu'on est en train de parer à l'urgence et au plus pressé pour voir ce qu'on peut faire dans l'urgence, c'est en attendant la mise en œuvre même de la réforme du secteur de la sécurité. Comme je le disais, la police de proximité, c'est le troisième axe de la réforme du secteur de la sécurité. Même si on a déployé des gens sur le terrain, si la population n'a pas une bonne perception, et si la confiance n'est pas là, elle ne peut pas coopérer, et nous n'aurons pas le renseignement voulu.

C'est ce qui fait que nous sommes en train de faire un plaidoyer pour qu'il y ait d'abord une inclusivité, et je pense que le plaidoyer a été très positif au niveau du Ministère de la sécurité. Depuis, un recrutement vient de s'achever, où le système de quotas par région a été appliqué. Maintenant, le Ministère de la défense vient également d'autoriser, pour la première fois, un quota pour le recrutement au niveau de la gendarmerie nationale et de la garde nationale, et nous pensons que la présence de personnes issues de ces communautés permettrait vraiment de faire le lien et de servir de levain pour l'amélioration de la sécurité sur le terrain. Tels sont les aspects dont je voulais parler.

L'autre aspect concernant le déploiement, c'est le manque d'équipement. Même si les gens sont prêts à être déployés, si les infrastructures ne sont pas en place et s'il n'y a pas d'équipement, on ne peut pas les déployer, parce qu'il ne s'agit pas seulement de la présence physique. Eux aussi doivent être en mesure de se protéger et de protéger les populations. Je profite de l'occasion pour remercier les pays qui contribuent au Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali, ce qui nous a permis de faire beaucoup de réalisations, qui ont permis le redéploiement des forces de défense et de sécurité aussi bien dans le nord que dans le centre du pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Yacouba de ses éclaircissements.

Je remercie tous mes collègues de cette discussion d'excellente facture et très interactive. Je sais tout particulièrement gré aux trois chefs de police d'avoir trouvé le temps de présenter un exposé au Conseil de sécurité. Le Secrétaire général adjoint Lacroix est un intervenant plus habituel, mais il était bon qu'il soit ici lui aussi. Je remercie M^{me} Fitah-Kona de s'être jointe à nous depuis Bangui, où je sais qu'il est maintenant très tard, et d'être restée avec nous.

La séance nous a donné une excellente occasion d'obtenir des informations auprès de celles et ceux qui travaillent sur le terrain. En ce qui concerne plus particulièrement les chefs de la police et toutes les personnes qui servent sous leur autorité, ils ont la gratitude et le respect du Conseil, qui les envoie en déploiement et qui est tout à fait conscient de ses obligations lorsqu'il le fait. Je tiens également à remercier nos interprètes pour leur excellent travail, comme toujours, ainsi que nos collègues de la Division des affaires du Conseil de sécurité et les préposés aux services des conférences pour tout ce qu'ils font.

La séance est levée à 17 h 50.